

FDJ

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 30 JUIN 2022

SOMMAIRE

**DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT
FINANCIER SEMESTRIEL**

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION
FINANCIERE SEMESTRIELLE**

DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité ci-après présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice 2022, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Boulogne-Billancourt, le 28 juillet 2022

Madame Stéphane Pallez
Présidente directrice générale

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

30 JUIN 2022

1 FAITS MARQUANTS	5
2 RESULTATS DU GROUPE	6
3 PERSPECTIVES 2022	14
4 PRINCIPAUX RISQUES	14
5 PARTIES LIEES	14
6 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE.....	15

1 Faits marquants

Bonne croissance du chiffre d'affaires et de l'EBITDA au premier semestre 2022

Le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre ressort à 1,2 Md€, en hausse de 12 %.

Le chiffre d'affaires de la loterie enregistre une bonne progression (+17 %), la totalité des points de vente étant ouverts en 2022 alors que près de 10% des points de vente étaient fermés au 1^{er} semestre 2021. L'évolution du chiffre d'affaires des paris sportifs (-5 %) est liée à une base de comparaison élevée (UEFA Euro 2020) en attendant la Coupe du Monde de football de la FIFA en fin d'année.

Les mises semestrielles ressortent à 10 Mds€, en progression de près de 10 % avec une bonne dynamique des mises en point de vente, +10 %, et des mises en ligne en progression de +9 % ; ces dernières représentent près de 12 % des mises totales. Au 2^{ème} trimestre, le rebond des mises loterie en ligne, de +31 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2021 soit +14 % sur le semestre, est porté par la croissance du nombre de joueurs.

L'EBITDA semestriel du Groupe est de 308 M€, en hausse de +18 %, soit une marge d'EBITDA de 25,4 % comparée à 24,1 % au 1^{er} semestre 2021.

Engagements RSE renforcés

- Le jeu responsable au cœur du modèle d'affaires de FDJ

Le Groupe renforce ses actions de prévention du jeu excessif et du jeu des mineurs:

- Dans le cadre de son engagement de consacrer 10 % de ses dépenses publicitaires totales à la prévention du jeu excessif et du jeu des mineurs, le Groupe a lancé en avril une nouvelle campagne d'information « Les règles du joueur ». Avec quatre films de trente secondes, FDJ rappelle les bonnes pratiques du jeu d'argent : avoir plus de 18 ans, se fixer un budget et surveiller sa pratique, notamment grâce à des outils mis à disposition par FDJ.
- Sur la prévention du jeu des mineurs, FDJ poursuit son action autour de trois axes : l'information du grand public, la formation et les sanctions des détaillants, avec une nouvelle campagne de « visites mystères » permettant de continuer à améliorer les pratiques des points de vente en la matière.

- Nouvelle notation extra-financière sur le « score carbone »

FDJ obtient le score carbone « A » et intègre l'indice Vérité40 établi par Axylia et composé des 40 meilleurs scores carbone des entreprises du SBF 120.

2 Résultats du Groupe

2.1 Commentaires sur le compte de résultat consolidé

La performance du 1^{er} semestre 2022 a été amplifiée par une base de comparaison affectée par la crise sanitaire au 1^{er} semestre 2021, les diverses limitations instaurées pour endiguer l'épidémie de Covid-19 n'ayant été totalement levées que début juin 2021.

M€	30.06.2022	30.06.2021	Variation vs N-1	
Mises	10 045,9	9 159,1	886,9	9,7%
Part revenant aux gagnants	-6 827,6	-6 294,0	-533,6	8,5%
Produit brut des jeux (PBJ)	3 218,3	2 865,1	353,2	12,3%
Prélèvements publics	-2 042,6	-1 815,4	-227,2	12,5%
Autres activités paris sportifs	6,1	8,1	-2,0	-24,8%
Produit net des jeux (PNJ)	1 181,8	1 057,8	124,0	11,7%
Produit des autres activités	30,5	23,9	6,6	27,5%
Chiffre d'affaires	1 212,3	1 081,8	130,6	12,1%
Coûts des ventes	-652,1	-590,8	-61,4	10,4%
Coûts marketing et communication	-221,3	-195,1	-26,3	13,5%
Coûts administratifs et généraux	-88,2	-89,8	1,6	-1,7%
Autres produits / charges opérationnels	-5,5	-8,3	2,8	-33,6%
Résultat opérationnel courant	245,1	197,8	47,3	23,9%
EBITDA	308,1	261,2	47,0	18,0%
Résultat opérationnel	239,2	197,0	42,2	21,4%
Résultat financier	-22,4	3,8	-26,2	-696,5%
QP dans le résultat des entreprises associées	1,0	1,9	-0,9	-49,0%
Impôts sur le résultat	-58,2	-56,9	-1,3	2,3%
Résultat net	159,5	145,7	13,8	9,4%

L'évolution des mises par gamme est la suivante :

M€	30.06.2022	30.06.2021	Variation vs N-1	
Jeux instantanés	4 926,8	4 282,5	644,3	15,0%
Jeux de tirage	3 088,2	2 594,7	493,5	19,0%
Loterie	8 015,0	6 877,2	1 137,8	16,5%
Paris sportifs	2 016,5	2 262,9	-246,4	-10,9%
Autres*	14,4	19,0	-4,6	-24,1%
Mises	10 045,9	9 159,1	886,9	9,7%
<i>dont mises digitales</i>	<i>1 175,7</i>	<i>1 077,3</i>	<i>98,4</i>	<i>9,1%</i>

* offre de paris sportifs classiques (« fixed odds ») proposée par Sporting Group

Les **mises** du Groupe s'élèvent à plus de 10 046 M€, en hausse de 9,7 % par rapport à 2021 (voir en 2.2 la présentation par activité).

Les mises en point de vente progressent de 10 % à 8 870 M€, portées par le succès des initiatives marketing et commerciales du Groupe et le retour à la normale de la fréquentation des points de vente, dont près de 10% étaient fermés au 1^{er} semestre 2021.

La solide dynamique des mises en ligne, +9 %, est portée par la progression du nombre de joueurs. A 1 176 millions d'euros, elles représentent 12 % des mises du semestre.

Le **Taux de Retour aux Joueurs (TRJ)** de la période ressort à 68,0%, comparativement à 68,7% au 30 juin 2021. Sa baisse est uniquement liée aux paris sportifs. **La part revenant aux gagnants** s'élève ainsi à 6 828 millions d'euros.

Le **Produit Brut des Jeux (PBJ¹)** s'élève à 3 218 M€ sur le 1^{er} semestre 2022, en hausse de +12%.

Après 2 043 millions d'euros de prélèvements publics, en hausse de 13 % par rapport au 1^{er} semestre 2021, le **Produit Net des Jeux (PNJ²)** ressort à 1 182 M€, en progression de +12 % par rapport à celui du 1^{er} semestre 2021.

2.1.1 Chiffre d'affaires

En tenant compte du produit des autres activités, qui s'élève à 30 M€, le **chiffre d'affaires** semestriel du Groupe s'établit à 1 212 M€, en augmentation de +12 %.

2.1.2 Résultat Opérationnel Courant (ROC) / EBITDA

Les **coûts des ventes** s'élèvent à 652 M€. 474 M€ représentent la rémunération des détaillants, dont la progression (+10%) est corrélée à celle des mises en point de vente, et 178 M€ les autres coûts des

¹ Le produit brut des jeux (PBJ) correspond à la différence entre les mises et la part revenant aux gagnants

² Le produit net de jeux (PNJ) correspond au PBJ net des prélèvements publics. Il constitue la rémunération de FDJ sur ses activités de jeux.

ventes, dont l'augmentation de + 12 % (+19 M€) reflète l'activité commerciale réduite du 1^{er} semestre 2021.

Les **coûts marketing et communication**, regroupent les coûts de publicité et de communication ainsi que ceux liés au développement de l'offre de jeux et de services. Ils s'élèvent à 221 M€, une hausse de +13 % (+26 M€) par rapport au 1^{er} semestre 2021 principalement attribuable au développement de l'offre.

Les **coûts administratifs et généraux** regroupent principalement les frais de personnel et de fonctionnement des fonctions centrales, ainsi que les coûts des bâtiments et les coûts d'infrastructures informatiques. Ils s'établissent à 88 M€ sur le 1^{er} semestre 2022, en baisse de 2 M€ par rapport au 1^{er} semestre 2021.

Les **autres produits et charges opérationnels** s'élèvent à -6 M€ et incluent principalement la charge d'amortissement des droits exclusifs d'exploitation des jeux.

Le **Résultat Opérationnel Courant (ROC)** du Groupe s'établit ainsi à 245 M€, en hausse de +24 % (+47M€) comparativement au 1^{er} semestre 2021.

Les **autres produits et charges opérationnels non courants** s'établissent à -6 M€ contre -1 M€ au 1^{er} semestre 2021.

Le **résultat opérationnel** du 1^{er} semestre 2022 ressort à 239 M€, en hausse de 21 % (+42 M€), par rapport à celui du 1^{er} semestre 2021.

L'**EBITDA** correspond au résultat opérationnel courant retraité des dotations aux amortissements. Sur la base de dotations nettes aux amortissements sur les actifs corporels et incorporels de 63 M€, stables par rapport au 1^{er} semestre 2021, l'EBITDA s'établit à 308 M€, en hausse de +18 % (+47 M€) par rapport au 1^{er} semestre 2021. Le **taux de marge d'EBITDA** atteint 25,4 % au 1^{er} semestre 2022, en hausse de 1,3 point par rapport à celui du 1^{er} semestre 2021.

2.1.3 Résultat financier

La variation du **résultat financier** (-22 M€ au 1^{er} semestre 2022 contre +4 M€ au 1^{er} semestre 2021) reflète l'évolution récente des marchés financiers, très volatils. Ainsi, l'évaluation des différents actifs financiers du Groupe à leur juste valeur a généré une charge de 20 M€ sur le semestre contre un produit de 3 M€ au 1^{er} semestre 2021).

2.1.4 Impôt sur le résultat

La **charge d'impôt** du Groupe ressort à 58 M€, soit un taux d'impôt effectif³ de 26,8 % sur le 1^{er} semestre 2022 contre 28,3 % au 1^{er} semestre 2021.

2.1.5 Résultat net

Le **résultat net consolidé** du 1^{er} semestre 2022 s'élève ainsi à 160 M€ en progression de +9,4%.

³ avant quote-part dans les résultats nets des co-entreprises

2.2 Information sectorielle

en millions d'euros	30.06.2022						Total Groupe
	BU Loterie	BU Paris sportifs	Autres secteurs - ABU	Holding	Total avant amort.	Amort.	
Mises	8 015	2 017	14	0	10 046		10 046
Produit Brut des Jeux (PBJ)	2 733	485	0	0	3 218		3 218
Produit Net des Jeux (PNJ)	943	232	6	0	1 182		1 182
Chiffre d'Affaires	946	232	34	0	1 212		1 212
Coûts des ventes	-514	-110	-8	0	-631	-21	-652
Coûts marketing et communication	-86	-54	-36	-19	-195	-26	-221
Marge contributive	346	69	-10	-19	386	-47	339
Coûts administratifs et généraux & Autres produits et charges opérationnels				-78	-78	-16	-94
EBITDA					308		
Amortissement						-63	
Résultat Opérationnel Courant (ROC)							245

en millions d'euros	30.06.2021						Total Groupe
	BU Loterie	BU Paris sportifs	Autres secteurs - ABU	Holding	Total avant amort.	Amort.	
Mises	6 877	2 263	19	0	9 159		9 159
Produit Brut des Jeux (PBJ)	2 356	508	1	0	2 865		2 865
Produit Net des Jeux (PNJ)	805	244	9	0	1 058		1 058
Chiffre d'Affaires	807	244	30	0	1 082		1 082
Coûts des ventes	-441	-126	-4	0	-571	-20	-591
Coûts marketing et communication	-69	-57	-26	-17	-169	-26	-195
Marge contributive	298	61	0	-17	342	-46	296
Coûts administratifs et généraux & Autres produits et charges opérationnels				-81	-81	-17	-98
EBITDA					261		
Amortissement						-63	
Résultat Opérationnel Courant (ROC)							198

BU Loterie :

Le chiffre d'affaires de la BU Loterie au 1^{er} semestre 2022 ressort à 946 M€. Sa progression de +17 % est en ligne avec celle des mises de 1 138 M€. Au 1^{er} semestre 2021, les mesures prises par les Autorités françaises pour endiguer l'épidémie de Covid-19 avaient affecté l'activité en point de vente, notamment des bars.

- L'augmentation des mises des jeux de tirage, +19 % à 3 088 M€, est également portée par Amigo, dont les mises ont retrouvé leur niveau de 2019, et Loto et Euromillions, qui ont bénéficié de plusieurs cycles longs et de différents événements, tels que le Super Loto du vendredi 13 ou la pluie de millionnaires Euromillions en janvier.

- Les mises des jeux instantanés sont en progression, +15 % à 4 927 M€, grâce, notamment, au rebond de la fréquentation des points de vente et à l’animation du portefeuille de jeux avec des lancements et des relancements, dont Cash, l’un des jeux les plus emblématiques de la gamme illiko.
- La progression des mises en point de vente, près de +17 %, reflète principalement le retour à la normale du réseau mais aussi la bonne dynamique intrinsèque des jeux.
- Le rebond des mises loterie en ligne du 2^{ème} trimestre, de +31% par rapport au 2^{ème} trimestre 2021, soit +14% sur le semestre, est entièrement porté par la croissance du nombre de joueurs. Sur douze mois glissants à fin juin 2022, plus de 4,5 millions de joueurs ont joué à l’un des jeux proposés en ligne par FDJ.

Les coûts des ventes s’établissent à 514 M€, en hausse de +17 % (+73 M€) par rapport au 1^{er} semestre 2021. Ils correspondent principalement à la rémunération des détaillants pour 387 M€, dont la hausse de +16 % est en ligne avec celle des mises du réseau sur la période.

Les coûts marketing et communication progressent de +25% à 86 M€.

La marge contributive de la BU Loterie au 1^{er} semestre 2022 ressort à 346 M€, en augmentation de +48 M€ par rapport au 1^{er} semestre 2021, soit un taux de marge contributive de 36,6 %.

BU Paris sportifs :

Au 1^{er} semestre 2022, le taux de retour aux joueurs des paris sportifs ressort à 76,0 % contre 77,5 % au 1^{er} semestre 2021 qui avait vu les principales compétitions remportées par les favoris. Cette baisse du TRJ explique le différentiel de variation entre le chiffre d’affaires (-5 % à 232 M€) et les mises (-11 %). La variation des mises reflète principalement une base de comparaison élevée avec l’UEFA Euro 2020 de football, qui avait débuté le 11 juin 2021, ainsi qu’un calendrier moins important et des compétitions moins attractives au 1^{er} semestre 2022.

Les coûts des ventes s’établissent à 110 M€, en baisse de -13 % (-16 M€) par rapport au 1^{er} semestre 2021. Ils correspondent principalement à la rémunération des détaillants dont l’évolution est en ligne avec celle des mises réseau.

La baisse des coûts marketing et communication, -6 % à 54 M€ par rapport au 1^{er} semestre 2021, est principalement imputable à une base élevée de dépenses de marketing et de communication en lien avec l’UEFA Euro 2020 au 1^{er} semestre 2021.

La marge contributive de la BU Paris sportifs ressort à 69 M€ au 30 juin 2022, en augmentation de 8 M€ par rapport au 1^{er} semestre 2021, soit un taux de marge contributive de 29,5 %.

ABU :

Les activités de diversification enregistrent un chiffre d’affaires de 34 M€, en augmentation de 4 M€ par rapport au 1^{er} semestre 2021. Cette hausse est liée d’une part à la croissance du chiffre d’affaires B2B International et d’autre part à la progression de l’activité de paiement en point de vente pour la DGFIP. La marge contributive des activités de diversification ressort à -10 M€ à fin juin 2022, et reflète l’effort d’investissement engagé dans le développement de ces activités.

Holding :

Les coûts de holding s'établissent à 97 M€, en baisse de 1 M€ par rapport à ceux du 1^{er} semestre 2021.

2.3 Evolution et structure du bilan – Excédent Net de Trésorerie

M€	30.06.2022	31.12.2021	Var°
Actifs non courants	1 869,0	1 847,2	21,8
<i>dont droits exclusifs d'exploitation</i>	332,7	340,3	-7,5
<i>dont autres immobilisations incorporelles</i>	175,8	182,1	-6,3
<i>dont immobilisations corporelles</i>	352,4	359,6	-7,2
<i>dont actifs financiers non courants</i>	985,8	944,7	41,2
Actifs courants	901,9	1 341,1	-439,2
<i>dont créances clients et réseau de distribution</i>	208,0	358,5	-150,6
<i>dont autres actifs courants</i>	64,5	261,3	-196,9
<i>dont actifs financiers courants</i>	70,4	93,7	-23,3
<i>dont trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	532,1	601,7	-69,6
Total Actif	2 770,9	3 188,3	-417,5
Capitaux propres	767,5	829,1	-61,6
Passifs non courants	516,5	567,4	-50,9
<i>dont passifs financiers non courants</i>	442,8	486,3	-43,5
Passifs courants	1 486,9	1 791,8	-304,9
<i>dont dettes fournisseurs et réseau de distribution</i>	285,3	385,7	-100,4
<i>dont fonds joueurs courants</i>	314,1	256,6	57,4
<i>dont passifs de prélèvements publics</i>	360,6	501,7	-141,1
<i>dont gains à payer</i>	250,2	370,0	-119,8
<i>dont autres passifs courants</i>	207,0	203,2	3,8
<i>dont passifs financiers courants</i>	60,9	60,6	0,2
Total Passif	2 770,9	3 188,3	-417,5

2.3.1 Actifs et passifs non courants

La diminution des **droits exclusifs d'exploitation, des actifs corporels et autres actifs incorporels** de 21 M€ provient principalement des investissements (38 M€⁴) et des amortissements (63 M€) de la période.

Les **actifs financiers non courants** augmentent de 41 M€ suite à des nouveaux placements pour 60 M€, majoritairement sur des actifs obligataires, en partie compensé par la diminution de la juste valeur des actifs de -18 M€, reflétant le net recul des marchés sur le 1^{er} semestre 2022.

Les **passifs financiers non courants** sont constitués par la part à plus d'un an des emprunts du Groupe et la dette sur les contrats de location. Leur diminution de 43 M€ correspond à des remboursements

⁴ avant variation des dettes sur acquisition d'actifs de 9 M€

volontaires de 25 M€ (30 M€) sur l'emprunt relatif à l'acquisition de Sporting Group et au passage en passifs financiers courants de 13 M€ sur les autres emprunts du Groupe, conformément à leurs échéanciers.

2.3.2 Actifs et passifs courants, éléments de besoin en fonds de roulement

La diminution des **actifs courants non financiers** de 346 M€ concerne :

- les créances clients et réseau de distribution, dont la diminution de 151 M€ s'explique par un niveau d'activité en fin de semestre traditionnellement moins élevé qu'en fin d'année, conjugué à un effet calendrier⁵;
- les autres actifs courants (-197 M€) qui comprenaient au 31 décembre 2021 un acompte de 202M€ sur les passifs de prélèvements publics payé sur le 1^{er} semestre 2022.

Les passifs courants non financiers diminuent de 305 M€ principalement sous l'effet de la baisse :

- des dettes fournisseurs et réseau de distribution de 100 M€. Les dettes sur les réseaux de distribution évoluent pour les mêmes raisons que les créances sur les réseaux de distribution ;
- des passifs de prélèvements publics (-141 M€) impactés d'une part par un niveau d'activité sur le mois de juin traditionnellement moins élevé qu'en décembre, et d'autre part par la variation des lots non réclamés (-85 M€). Ces derniers font l'objet d'un paiement annuel et ont été versés sur le 1^{er} semestre pour 150 M€. Les autres prélèvements publics font l'objet d'un règlement sur un rythme mensuel ;
- des gains à payer (-120 M€). Au 31 décembre 2021 figuraient 81 M€ de gains des joueurs en ligne (dont 78 M€ de jackpot Euromillions remporté fin 2021), en instance de paiement.

2.3.3 Actifs financiers courants, trésorerie et équivalents de trésorerie

Les actifs financiers courants diminuent de 23 M€ principalement du fait de l'arrivée à échéance d'actifs obligataires pour 30 M€.

La trésorerie et équivalents de trésorerie diminue de 70 M€. Les flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles sur le semestre (+274 M€) ont été plus que compensés par le paiement des dividendes au titre de l'exercice 2021 (230 M€), le remboursement des dettes financières (42 M€) et les investissements (47 M€).

⁵ L'effet calendrier correspond au nombre de jours entre ! le jour de la semaine correspondant à la date d'arrêté, et la date du dernier prélèvement auprès des points de vente

2.3.4 Excédent Net de Trésorerie

En millions d'euros	30.06.2022	31.12.2021
Actifs financiers non courants au coût amorti	435,0	435,0
Actifs financiers non courants en juste valeur par résultat	466,2	433,2
Instrument dérivés non courants	11,6	2,7
Autres	73,0	73,8
Total Actifs financiers non courants	985,8	944,7
Actifs financiers courants au coût amorti	52,7	52,4
Actifs financiers courants en juste valeur par résultat	15,1	40,0
Instruments dérivés courants	1,9	0,5
Dépôts et cautionnements	0,7	0,7
Total Actifs financiers courants	704	93,7
Total Actifs financiers	1 056,2	1 038,3
Placements, équivalents de trésorerie	233,7	221,2
Comptes bancaires et autres disponibilités	298,4	380,4
Total Trésorerie et équivalents de trésorerie	532,1	601,7
Dettes financières, part à plus d'un an	-418,2	-462,2
Dettes de location, part à plus d'un an	-24,0	-23,6
Autres passifs financiers	-0,5	-0,5
Total Passifs financiers non courants	-442,8	-486,3
Dettes financières, part à moins d'un an	-53,4	-53,5
Dettes de location, part à moins d'un an	-7,0	-6,2
Instruments dérivés courants	0,0	-0,8
Découverts bancaires	-0,4	0,0
Autres passifs financiers	0,0	-0,1
Total passifs financiers courants	-60,9	-60,6
Total Passifs financiers	-503,6	-546,9
Dépôts & cautionnements reçus / donnés (courants & non courants)	-69,5	-69,9
Trésorerie soumise à restrictions	-3,6	-4,2
Sommes allouées exclusivement aux gagnants du jeu Euromillions	-120,7	-102,8
EXCEDENT NET DE TRESORERIE	890,8	916,3

Les autres actifs financiers non courants comprennent, au 30 juin 2022, le dépôt lié à la convention de fiducie sûreté (60 M€), destiné à protéger les avoirs des joueurs en ligne (loterie et paris sportifs). A partir de septembre 2022, une caution se substituera à cette convention. L'incidence sera une augmentation de l'excédent net de trésorerie de 60 M€ sur le 2nd semestre.

2.3.5 Rapprochement entre les différents indicateurs de trésorerie

En millions d'euros	30.06.2022	31.12.2021
Trésorerie et équivalents de trésorerie	532,1	601,7
<i>Sommes allouées exclusivement aux gagnants du jeu Euromillions</i>	<i>-120,7</i>	<i>-102,8</i>
Actifs financiers non courants au coût amorti	435,0	435,0
Actifs financiers courants au coût amorti	52,7	52,4
<i>Actifs financiers au coût amorti</i>	<i>487,7</i>	<i>487,4</i>
Trésorerie disponible	899,1	986,2
Fonds d'innovation	62,7	55,7
Autres placements non courants en juste valeur par résultat	403,5	377,4
Actifs financiers non courants en juste valeur par résultat	466,2	433,2
Actifs financiers courants en juste valeur par résultat	15,1	40,0
<i>Actifs financiers en juste valeur par résultat</i>	<i>481,4</i>	<i>473,2</i>
<i>Dette financière et autres passifs financiers</i>	<i>-471,6</i>	<i>-515,7</i>
Instrument dérivés actifs non courants	11,6	2,7
Instrument dérivés actifs courants	1,9	0,5
Instrument dérivés passifs courants	0,0	-0,8
<i>Instrument Dérivés</i>	<i>13,5</i>	<i>2,4</i>
<i>Dette de location</i>	<i>-31,1</i>	<i>-29,8</i>
<i>Découverts bancaires</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,0</i>
Excédent Net de Trésorerie	890,8	916,3

3 Perspectives 2022

La performance du 1^{er} semestre ressort supérieure à la prévision du Groupe. Cependant, compte tenu des incertitudes pesant à ce jour sur l'évolution de l'environnement économique du 2nd semestre, le Groupe ne révisé pas à ce stade ses perspectives 2022.

4 Principaux risques

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté au cours du 2nd semestre 2022 sont de même nature que ceux qui sont présentés dans le chapitre 3 « Facteurs de risques » du Document d'Enregistrement Universel 2021, réf. D.22-0124 approuvé le 18 mars 2022 par l'AMF. Les évolutions sur le semestre des risques liés aux instruments financiers et aux litiges sont exposées dans les notes 3.4 « Couverture des risques opérationnels », 7.2 « Gestion des risques financiers » et 14 « Procédures contentieuses et judiciaires en cours » des notes aux comptes consolidés semestriels du présent rapport.

5 Parties liées

Les parties liées au 30 juin 2022 sont identiques à celles identifiées au 31 décembre 2021 et les transactions intervenues sont également de même nature.

6 Événements postérieurs à la clôture

FDJ a conclu, le 15 juillet, l'acquisition de Aleda, avec lequel elle était entrée en négociations exclusives le 7 juillet 2022. Aleda est un spécialiste des équipements et services d'encaissement et de paiement à destination des commerces de proximité, notamment les bars-tabac-presse.

FDJ a par ailleurs annoncé le 28 juillet le rachat de L'Addition, spécialiste des équipements et services d'encaissement et de paiement à destination des cafés-bars-hôtels-restaurants.

Après le lancement d'une offre de paiement en point de vente en 2020 pour le compte de la DGFiP, ces acquisitions s'inscrivent dans la stratégie de développement de l'activité Paiement et Services de FDJ, avec l'ambition de devenir le premier réseau français d'encaissement et de paiement de proximité. Au-delà, elles confortent l'engagement du Groupe de soutenir et d'accompagner les commerces de proximité en leur proposant des services à valeur ajoutée d'aide à la gestion et au développement de leurs points de vente.

La finalisation de ces opérations est soumise à des conditions suspensives usuelles, notamment l'autorisation de l'Autorité de la concurrence pour Aleda.

COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

30 JUIN 2022

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	18
ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE.....	19
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE	20
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	21
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	22
1 PRESENTATION GENERALE DU GROUPE	23
1.1 INFORMATIONS GENERALES	23
1.2 CONTEXTE REGLEMENTAIRE DU GROUPE FDJ (LE GROUPE)	23
1.3 FAITS MARQUANTS	24
1.4 EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION	25
2 REFERENTIEL ET PRINCIPES COMPTABLES	25
2.1 BASE DE PREPARATION ET DE PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS	25
2.2 TEXTES ADOPTES PAR L'UNION EUROPEENNE ET NON APPLIQUES PAR ANTICIPATION PAR LE GROUPE	26
2.3 NORMES, INTERPRETATIONS ET AMENDEMENTS D'APPLICATION OBLIGATOIRE AU 1 ^{ER} JANVIER 2022	26
2.4 TEXTES NON ENCORE ADOPTES PAR L'UNION EUROPEENNE	26
3 DONNEES OPERATIONNELLES.....	27
3.1 PRODUIT NET DES JEUX (PNJ) ET CHIFFRE D'AFFAIRES	27
3.2 RESULTAT OPERATIONNEL	28
3.3 INFORMATION SECTORIELLE	29
3.4 COUVERTURE DES RISQUES OPERATIONNELS.....	29
3.5 CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL	30
3.6 CREANCES COURANTES	32
3.7 FONDS JOUEURS	33
3.8 DETTES COURANTES	33
4 IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	34
4.1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.....	34
4.2 IMMOBILISATIONS CORPORELLES.....	35
5 PROVISIONS	35
6 TRESORERIE ET INSTRUMENTS FINANCIERS	36
6.1 RESULTAT FINANCIER.....	36
6.2 ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS.....	37
6.3 ECHEANCIER DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS	38
6.4 VARIATION DES PASSIFS FINANCIERS	39
6.5 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	39
6.6 GESTION DES RISQUES FINANCIERS	40
7 FLUX DE TRESORERIE.....	42

8 PARTICIPATIONS DANS LES COENTREPRISES	43
9 IMPOT	43
10 RESULTAT PAR ACTION.....	43
11 CAPITAUX PROPRES	44
11.1 CAPITAL SOCIAL.....	44
11.2 ACTIONS AUTODETENUES	44
11.3 DISTRIBUTION DE DIVIDENDES	44
11.4 RESERVES.....	44
12 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES	45
12.1 ETAT	45
12.2 AUTRES PARTIES LIEES.....	45
13 PROCEDURES CONTENTIEUSES ET JUDICIAIRES EN COURS	46
14 ENGAGEMENTS HORS BILAN	47
15 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE.....	48

Compte de résultat consolidé

Les états financiers sont présentés en millions d'euros, avec arrondi à la centaine de milliers d'euros. Des écarts d'arrondis peuvent ainsi apparaître entre les différents états.

<i>En millions d'euros</i>	Note	30.06.2022	30.06.2021
Mises	3.1	10 045,9	9 159,1
Part revenant aux gagnants	3.1	-6 827,6	-6 294,0
Produit brut des jeux	3.1	3 218,3	2 865,1
Prélèvements publics	3.1	-2 042,6	-1 815,4
Autres activités paris sportifs	3.1	6,1	8,1
Produit net des jeux	3.1	1 181,8	1 057,8
Produit des autres activités	3.1	30,5	23,9
Chiffre d'affaires	3.1	1 212,3	1 081,8
Coûts des ventes	3.2	-652,1	-590,8
Coûts marketing et communication	3.2	-221,3	-195,1
Coûts administratifs et généraux	3.2	-88,2	-89,8
Autres produits opérationnels	3.2	2,4	0,1
Autres charges opérationnelles	3.2	-7,9	-8,4
Résultat opérationnel courant	3.2	245,1	197,8
Autres produits opérationnels non courants	3.2	0,1	0,0
Autres charges opérationnelles non courantes	3.2	-6,1	-0,9
Résultat opérationnel		239,2	197,0
Coût de l'endettement financier		-2,6	-2,9
Autres produits financiers		8,3	6,8
Autres charges financières		-28,0	-0,2
Résultat financier	6.1	-22,4	3,8
Quote-part dans les résultats nets des coentrep	8	1,0	1,9
Résultat avant impôt		217,7	202,6
Charge d'impôt sur le résultat	9	-58,2	-56,9
Résultat net de l'exercice		159,5	145,7
- dont Part du Groupe		159,5	145,7
- dont Participations ne donnant pas le contrôle		0,0	0,0
Résultat de base par action (en euros)	10	0,835	0,763
Résultat dilué par action (en euros)	10	0,834	0,763

Etat du résultat global consolidé

<i>En millions de euros</i>	30.06.2022	30.06.2021
Résultat net de l'exercice	159,5	145,7
Couverture des flux de trésorerie, avant impôt	11,9	1,1
Couverture d'investissement net dans des activités à l'étranger, avant impôt	0,5	-3,2
Variation nette des écarts de conversion, avant impôt	0,3	3,9
Impôt lié aux éléments recyclables ultérieurement en résultat	-3,2	0,4
Éléments recyclés ou recyclables ultérieurement en résultat	9,5	2,1
Gains et pertes actuariels	10,7	3,2
Impôt lié aux éléments non recyclables ultérieurement en résultat	-2,8	-1,3
Éléments non recyclables ultérieurement en résultat	7,9	1,9
Autres éléments du résultat global	17,5	4,1
Résultat global de la période	177,0	149,8
- dont Part du Groupe	177,0	149,8
- dont Participations ne donnant pas le contrôle	0,0	0,0

Etat de la situation financière consolidée

<i>En millions d'euros</i>			
ACTIF	Note	30.06.2022	31.12.2021
Droits exclusifs d'exploitation	4.1	332,7	340,3
Autres immobilisations incorporelles	4.1	175,8	182,1
Immobilisations corporelles	4.2	352,4	359,6
Actifs financiers non courants	6.2	985,8	944,7
Participations dans des co-entreprises	8	22,2	20,6
Actifs non courants		1 869,0	1 847,2
Stocks		12,6	13,0
Créances clients et réseau de distribution	3.6	208,0	358,5
Autres actifs courants	3.6	64,5	261,3
Actifs d'impôts exigibles		14,4	13,0
Actifs financiers courants	6.2	70,4	93,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6.5	532,1	601,7
Actifs courants		901,9	1 341,1
TOTAL ACTIF		2 770,9	3 188,3

<i>En millions d'euros</i>			
PASSIF	Note	30.06.2022	31.12.2021
Capital social		76,4	76,4
Réserves statutaires		0,0	91,7
Report à nouveau (incl. résultat de l'exercice)		666,7	654,1
Réserves des autres éléments du résultat global		24,4	6,9
Capitaux propres part du Groupe	11	767,5	829,1
Intérêts attribuables aux Participations ne donnant pas le contrôle		0,0	0,0
Capitaux Propres		767,5	829,1
Provisions pour retraites et engagements assimilés	3.5	36,0	47,7
Provisions non courantes	5	12,0	12,5
Passifs d'impôts différés		25,7	21,0
Passifs financiers non courants	6.2	442,8	486,3
Passifs non courants		516,5	567,4
Provisions courantes	5	9,2	12,8
Dettes fournisseurs et réseau de distribution	3.8	285,3	385,7
Passifs d'impôts exigibles		-0,4	1,1
Fonds joueurs courants	3.7	314,1	256,6
Passifs de prélèvements publics	3.8	360,6	501,7
Gains à payer - Disponibilités joueurs	3.8	250,2	370,0
Autres passifs courants	3.8	207,0	203,2
Passifs financiers courants	6.2	60,9	60,6
Passifs courants		1 486,9	1 791,8
TOTAL PASSIF		2 770,9	3 188,3

Tableau des flux de trésorerie consolidés

<i>En millions d'euros</i>	Note	30.06.2022	30.06.2021
ACTIVITES OPERATIONNELLES			
Résultat net consolidé de la période		159,5	145,7
Variation des amortissements, dépréciation d'actifs		63,0	63,3
Variation des provisions		-1,1	5,0
Plus ou moins-value de cession		0,7	0,2
Charge d'impôt		58,2	56,9
Autres éléments non cash du P&L		1,4	0,0
Résultat financier		22,4	-3,8
Quote-part dans les résultats nets des coentreprises		-1,0	-1,9
Éléments sans incidence sur la trésorerie		143,6	119,7
Utilisation des provisions - décaissements		-4,4	-5,0
Intérêts reçus		-1,2	0,9
Impôts payés		-62,4	-30,0
Variation des clients et autres actifs courants		342,9	245,8
Variation des stocks		0,3	0,9
Variation des fournisseurs et autres passifs courants		-296,9	-110,3
Variation des autres éléments de besoin en fonds de roulement		-7,1	-7,1
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		39,3	129,4
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	7	274,3	360,8
ACTIVITES D'INVESTISSEMENTS			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		-47,3	-32,7
Variation des actifs financiers courants et non courants		-26,9	44,5
Variation des prêts et avances consentis		0,1	-9,9
Dividendes reçus des coentreprises et des participations		0,2	0,1
Autres		10,1	0,0
Flux de trésorerie nets utilisés dans les activités d'investissement	7	-63,8	2,1
ACTIVITES DE FINANCEMENT			
Emission dette financière long terme		0,0	0,0
Remboursement part courante dette financière long terme		-41,8	-169,5
Remboursement dette de location		-3,8	-3,9
Dividendes versés aux actionnaires ordinaires de la société mère		-229,5	-166,7
Intérêts payés		-2,6	-2,9
Autres		-3,0	0,9
Flux de trésorerie nets utilisés dans les activités de financement	7	-280,8	-342,1
Incidence de la variation des taux de change		0,4	0,0
Augmentation / (Diminution) nette de la trésorerie nette		-69,9	20,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1er janvier		601,7	673,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 30 juin		532,1	693,8
Concours bancaires courants au 1er janvier		0,0	-0,3
Concours bancaires courants au 30 juin		-0,4	0,0

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

<i>En millions de euros</i>	Capital social	Réserves statutaires	Report à nouveau (yc résultat de l'exercice et réserve facultative)	Couverture flux de trésorerie	Ecart de conversion (incl. couverture d'investissement net)	Gains et pertes actuariels	Réserves des autres éléments du résultat global	Total capitaux propres part du Groupe	Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31.12.2020	76,4	91,7	530,8	-1,1	3,1	-2,2	-0,1	698,7	0,0	698,7
Effets des changements de méthode*			2,9			0,5	0,5	3,4		3,4
Capitaux propres au 31.12.2020 retraités	76,4	91,7	533,7	-1,1	3,1	-1,7	0,3	702,1	0,0	702,1
Résultat net 30 juin 2021			145,7					145,7	0,0	145,7
Autres éléments du résultat global (OCI)				0,7	1,4	1,9	4,1	4,1		4,1
Résultat global de la période	0,0	0,0	145,7	0,7	1,4	1,9	4,1	149,8	0,0	149,8
Affectation du résultat N-1		0,0	0,0							
Dividendes 2020 distribués			-171,9					-171,9		-171,9
Autres			1,7					1,7		1,7
Capitaux propres au 30.06.2021	76,4	91,7	509,2	-0,4	4,6	0,3	4,4	681,7	0,0	681,7
Capitaux propres au 31.12.2021	76,4	91,7	654,1	-0,4	7,2	0,3	7,0	829,2	0,0	829,2
Résultat net 30 juin 2022			159,5					159,5	0,0	159,5
Autres éléments du résultat global (OCI)				8,9	0,7	7,9	17,5	17,5		17,5
Résultat global de la période	0,0	0,0	159,5	8,9	0,7	7,9	17,5	177,0	0,0	177,0
Affectation du résultat N-1		5,2	-5,2					0,0		0,0
Dividendes 2021 distribués			-236,6				0,0	-236,6		-236,6
Autres**		-96,8	94,8				0,0	-2,1		-2,1
Capitaux propres au 30.06.2022	76,4	0,0	666,6	8,4	7,9	8,2	24,5	767,5	0,0	767,5

Les produits et charges reconnus directement en autres éléments du résultat global sont constitués principalement par les écarts actuariels sur les engagements en matière d'indemnités de fin de carrière.

* L'application de la décision de l'IFRS IC d'avril 2021 relative aux modalités de répartition dans le temps de la charge relative aux engagements en matière d'indemnités de fin de carrière a constitué au cours de l'exercice 2021 un changement de méthode, appliqué rétrospectivement conformément à IAS 8.

** Décision, lors de l'Assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 26 avril 2022, de transférer la réserve statutaire à la réserve facultative pour 97 M€ (voir note 11.4)

1 Présentation générale du Groupe

1.1 Informations générales

FDJ est une société anonyme de droit français, soumise à l'ensemble des textes sur les sociétés commerciales en France, et en particulier aux dispositions du Code de commerce, sous réserve des dispositions du cadre juridique tel que décrit dans la note 1.2. Son siège social est situé au 3/7, Quai du Point du Jour, 92650 Boulogne-Billancourt. Elle est admise aux négociations sur le marché Euronext Paris.

Son actionnariat au 30 juin 2022 se répartit entre l'Etat français (20%), des associations d'anciens combattants sous concert⁶ (15%), dont 10% détenus par l'Union des Blessés de la Face et de la Tête UBFT, Predica (5%), les fonds actionnariat salariés (4%) et des détentions individuelles inférieures à 5%.

L'Etat exerce un contrôle étroit sur la société, se traduisant notamment par l'agrément par les Ministres chargés du Budget et de l'Economie de la nomination du Président, du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués, et de l'agrément préalable de tout franchissement de seuil de 10% ou d'un multiple de 10% du capital.

Au 30 juin 2022, le Groupe, qui comprend 20 entités consolidées, exerce son activité d'opérateur et de distributeur de jeux d'argent en France, dans les départements métropolitains et d'Outre-Mer, dans quatre collectivités d'Outre-Mer et à Monaco. Il est présent à l'international, notamment à travers ses participations dans les sociétés suivantes :

- Sporting Group, groupe britannique, incluant 5 sociétés, qui propose des services de gestion de l'offre et du risque aux opérateurs de paris sportifs d'une part, et des offres de paris sportifs (spread betting ou paris à fourchette, et fixed odds ou paris à cotes fixes) d'autre part ;
- Beijing ZhongCai Printing (BZP), imprimerie de tickets de loterie localisée en Chine ;
- Services aux Loteries en Europe (SLE), coopérative de droit belge créée dans le cadre d'Euromillions pour assurer les prestations de tirage et d'administration du tirage pour le compte des loteries participantes ;
- Lotteries Entertainment Innovation Alliance AS (LEIA), société de droit norvégien qui exploite une plateforme de jeux digitaux ;
- FGS Canada, société de droit canadien qui développe la technologie de paris sportifs.

Les états financiers consolidés résumés reflètent la situation financière et le résultat de FDJ et de ses filiales (« le Groupe »), ainsi que les participations du Groupe dans les co-entreprises. Ils sont établis en euros, monnaie fonctionnelle de la société mère.

1.2 Contexte réglementaire du groupe FDJ (le Groupe)

FDJ évolue dans le secteur des jeux d'argent, fortement réglementé et strictement régulé par l'État. L'Autorité nationale des jeux (ANJ) est chargée de contrôler les activités de jeux et paris exploités par FDJ sur le fondement des droits exclusifs qui lui ont été confiés pour vingt-cinq ans (jusqu'en 2044), à savoir les paris sportifs qu'elle commercialise en point de vente et les jeux de loterie proposés en ligne

⁶ Le bloc des associations d'anciens combattants sous concert est composé des entités suivantes : Fédération Nationale André Maginot (FNAM), Association des Mutilés de Guerre des Yeux et des Oreilles (AMGYO), Union Fédérale, CARAC, France Mutualiste, l'UBFT et les Ailes Brisées.

et en point de vente. L'ANJ est également compétente pour contrôler les paris sportifs en ligne que FDJ exploite en concurrence, en vertu de l'agrément qui lui a été accordé en 2010 pour cinq ans renouvelé en dernier lieu le 8 septembre 2020 par cette même autorité.

Les textes applicables fixent comme objectifs à FDJ en sa qualité d'opérateur de jeu de veiller à prévenir le développement des phénomènes de dépendance et le jeu des mineurs, assurer l'intégrité, la sécurité et la fiabilité des opérations de jeux, canaliser la demande dans un circuit contrôlé par l'autorité publique, prévenir les risques d'une exploitation des jeux à des fins frauduleuses ou criminelles en particulier aux fins de blanchiment, et enfin contribuer à la lutte contre le jeu illégal et la manipulations des compétitions ou manifestations sportives en lien avec des paris.

1.3 Faits marquants

Bonne croissance du chiffre d'affaires et de l'EBITDA au premier semestre 2022

Le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre ressort à 1,2 Md€, en hausse de 12 %.

Le chiffre d'affaires de la loterie enregistre une bonne progression (+17 %), la totalité des points de vente étant ouverts en 2022 alors que près de 10% des points de vente étaient fermés au 1^{er} semestre 2021. L'évolution du chiffre d'affaires des paris sportifs (-5 %) est liée à une base de comparaison élevée (UEFA EURO 2020) en attendant la Coupe du Monde de football de la FIFA en fin d'année.

Les mises semestrielles ressortent à 10 Mds€, en progression de près de 10 % avec une bonne dynamique des mises en point de vente, +10 %, et des mises en ligne en progression de +9 % ; ces dernières représentent près de 12 % des mises totales. Au 2^{ème} trimestre, le rebond des mises loterie en ligne, de +31 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2021 soit +14 % sur le semestre, est porté par la croissance du nombre de joueurs.

L'EBITDA semestriel du Groupe est de 308 M€, en hausse de +18 %, soit une marge d'EBITDA de 25,4 % comparée à 24,1 % au 1^{er} semestre 2021.

Engagements RSE renforcés

- Le jeu responsable au cœur du modèle d'affaires de FDJ

Le Groupe renforce ses actions de prévention du jeu excessif et du jeu des mineurs:

- Dans le cadre de son engagement de consacrer 10 % de ses dépenses publicitaires totales à la prévention du jeu excessif et du jeu des mineurs, le Groupe a lancé en avril une nouvelle campagne d'information « Les règles du joueur ». Avec quatre films de trente secondes, FDJ rappelle les bonnes pratiques du jeu d'argent : avoir plus de 18 ans, se fixer un budget et surveiller sa pratique, notamment grâce à des outils mis à disposition par FDJ.
- Sur la prévention du jeu des mineurs, FDJ poursuit son action autour de trois axes : l'information du grand public, la formation et les sanctions des détaillants, avec une nouvelle campagne de « visites mystères » permettant de continuer à améliorer les pratiques des points de vente en la matière.

- Nouvelle notation extra-financière sur le « score carbone »

FDJ obtient le score carbone « A » et intègre l'indice Vérité40 établi par Axylia et composé des 40 meilleurs scores carbone des entreprises du SBF 120.

1.4 Evolution du périmètre de consolidation

Il n'y a pas d'évolution dans le périmètre de consolidation. La liste des entités consolidées est présentée dans le rapport financier du Groupe établi pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

2 Référentiel et principes comptables

2.1 Base de préparation et de présentation des états financiers

Les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2022 du groupe FDJ (désignés ci-après comme « les états financiers résumés ») ont été établis en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire. En conséquence, ils ne comportent pas toute l'information et les notes annexes requises par les IFRS pour l'établissement des comptes consolidés annuels mais seulement les événements significatifs de la période. Ces comptes doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe établis pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, arrêtés par le Conseil d'Administration du 16 février 2022, selon le principe de continuité d'exploitation.

Les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 30 juin 2022 sont disponibles sur le site internet www.groupefdj.com.

Les états financiers résumés sont établis au 30 juin 2022 suivant des principes et méthodes comptables identiques à ceux appliqués et décrits dans les notes aux états financiers consolidés établis pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, à l'exception des éléments suivants :

- Avantages du personnel : la charge de la période intermédiaire relative aux engagements de retraite et autres avantages du personnel est déterminée à partir d'une extrapolation de l'évaluation actuarielle réalisée au 31 décembre 2021, avec une mise à jour du taux d'actualisation et des sorties au 30 juin 2022 ;
- Impôt sur le résultat : la charge d'impôt de la période intermédiaire est calculée en appliquant au résultat avant impôt de la période le taux effectif moyen estimé pour l'exercice.

La préparation des états financiers intermédiaires nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour la détermination de la valeur des actifs et des passifs, l'évaluation des aléas positifs et négatifs et les produits et charges à la date de clôture.

L'évolution de l'environnement économique, financier et sanitaire a conduit le Groupe à renforcer les procédures de suivi des risques. Cet environnement a été pris en considération par le Groupe dans les estimations comme les business plans et les taux d'actualisation utilisés pour les tests de perte de valeur ou les calculs de provisions.

En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, le Groupe révisé ses estimations sur la base des informations régulièrement mises à jour. Les résultats futurs des opérations concernées peuvent différer de ces estimations.

Les estimations significatives réalisées par le Groupe portent principalement sur les éléments suivants :

- Le taux d'actualisation et les hypothèses de départ pour les avantages au personnel (note 3.5) ;

- L'appréciation des risques juridiques et leur quantification pour les provisions pour risques et les provisions pour litiges (note 5) ;
- Les durées d'utilité et la valeur recouvrable pour l'évaluation de la valeur recouvrable des immobilisations incorporelles et corporelles (note 4). La durée d'amortissement de la clientèle valorisée lors de l'acquisition de Sporting Group a été réduite pour tenir compte des taux d'attrition;
- L'appréciation du risque de non-recouvrement des impayés pour l'évaluation de la valeur recouvrable des créances sur le réseau de distribution (note 3.6) ;
- La juste valeur des actifs non cotés sur des marchés actifs pour les actifs financiers (note 6).
- les hypothèses de valorisation retenues pour l'évaluation des actions de performance (EBITDA, bénéfice par action, probabilité d'atteinte des objectifs, taux sans risque, cours de l'action) (note 3.5) ;
- les contrats de location (principalement durée maximum retenue de 9 ans pour les contrats de location immobilière, contrats d'un montant individuel supérieur à 5 K€).

Outre l'utilisation d'estimations, le Groupe fait usage de jugements pour définir le traitement comptable le plus adapté pour certaines activités et transactions, notamment lorsque les normes et interprétations IFRS en vigueur ne traitent pas de manière précise des problématiques comptables concernées :

- L'identification ou non de contrats de location dans certains accords ;
- Les regroupements de secteurs opérationnels pour la présentation des secteurs (note 3.3).

2.2 Textes adoptés par l'Union européenne et non appliqués par anticipation par le Groupe

Aucune norme ou interprétation applicable par anticipation n'a été appliquée par le Groupe au 30 juin 2022.

2.3 Normes, interprétations et amendements d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2022

Les amendements et interprétations d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2022 (amendements à IAS16 : produits générés avant l'utilisation prévue, amendements à IFRS3 : mise à jour du cadre conceptuel, amendements à IAS37 : coûts à prendre en compte pour déterminer si un contrat est déficitaire, améliorations annuelles cycle 2018-2020) approuvés par l'Union Européenne n'ont pas d'incidence sur les états financiers du Groupe.

2.4 Textes non encore adoptés par l'Union européenne

- Amendements à IAS 1 – Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants
- Amendements à IFRS 17 - simplification de la présentation des actifs financiers dans l'information comparative

Les analyses de ces textes sont en cours. A ce stade, le Groupe n'anticipe pas d'impact significatif.

3 Données opérationnelles

La performance du 1er semestre 2022 a été amplifiée par une base de comparaison affectée par la crise sanitaire au 1er semestre 2021, les diverses limitations instaurées pour endiguer l'épidémie de Covid-19 n'ayant été totalement levées que début juin 2021.

3.1 Produit net des jeux (PNJ) et chiffre d'affaires

Les **mises** du Groupe s'élèvent à 10 046 M€, en hausse de 9,7% par rapport au 1^{er} semestre 2021. Les mises en point de vente progressent de 10 %, à 8 870 millions d'euros, portées par le succès des initiatives marketing et commerciales du Groupe et le retour à la normale de la fréquentation des points de vente, dont près de 10 % étaient fermés au 1er semestre 2021. La solide dynamique des mises en ligne, +9 %, est portée par la progression du nombre de joueurs. A 1 176 millions d'euros, elles représentent 12 % des mises du semestre.

Le **Taux de Retour aux Joueurs (TRJ)** de la période ressort à 68,0%, comparativement à 68,7% au 30 juin 2021. Sa baisse est uniquement liée aux paris sportifs. La part revenant aux gagnants s'élève ainsi à 6 828 M€.

Le **Produit Brut des Jeux (PBJ)** correspond à la différence entre les mises et la part revenant aux gagnants. Il s'élève à 3 218 M€ sur le 1^{er} semestre 2022, en hausse de +12%.

Après 2 043 millions d'euros de prélèvements publics, en hausse de 13 % par rapport au 1er semestre 2021, le **Produit Net des Jeux (PNJ⁷)** ressort à 1 182 M€, en progression de +12 % par rapport à celui du 1^{er} semestre 2021.

En tenant compte du produit des autres activités, pour 30 M€, le **chiffre d'affaires** semestriel du Groupe s'établit à 1 212 M€, en augmentation de +12 %.

	30.06.2022	30.06.2021
<i>En millions d'euros</i>		
Jeu de tirage	400,9	336,0
Jeu instantané	542,4	469,3
Total Loterie	943,3	805,3
Paris sportifs	232,4	243,9
Autres*	6,2	8,6
Total PNJ	1 181,8	1 057,8
Produit des autres activités	30,5	23,9
Chiffre d'affaires	1 212,3	1 081,8

* offre de paris sportifs classiques (« fixed odds ») proposée par Sporting Group

⁷ Le produit net de jeux (PNJ) correspond au PBJ net des prélèvements publics. Il constitue la rémunération de FDJ sur ses activités de jeux.

3.2 Résultat opérationnel

3.2.1 Résultat opérationnel courant

Les **coûts des ventes** s'élevèrent à 652 M€. 474 M€ représentent la rémunération des détaillants, dont la progression (+10%) est corrélée à celle des mises en point de vente, et 178 M€ les autres coûts des ventes, dont l'augmentation de + 12 % (+19 M€) reflète l'activité commerciale réduite du 1^{er} semestre 2021.

Les **coûts marketing et communication**, regroupent les coûts de publicité et de communication ainsi que ceux liés au développement de l'offre de jeux et de services. Ils s'élevèrent à 221 M€, une hausse de +13 % (+26 M€) par rapport au 1^{er} semestre 2021 principalement attribuable au développement de l'offre.

Les **coûts administratifs et généraux** regroupent principalement les frais de personnel et de fonctionnement des fonctions centrales, ainsi que les coûts des bâtiments et les coûts d'infrastructures informatiques. Ils s'établissent à 88 M€ sur le 1^{er} semestre 2022, en baisse de 2 M€ par rapport au 1^{er} semestre 2021.

Les **autres produits et charges opérationnels** s'élevèrent à -6 M€ et incluent principalement la charge d'amortissement des droits exclusifs d'exploitation des jeux.

Le **Résultat Opérationnel Courant (ROC)** du Groupe s'établit ainsi à 245 M€, en hausse de +24 % (+47 M€) comparativement au 1^{er} semestre 2021.

3.2.2 Eléments du compte de résultat par nature

Le détail des charges de personnel figure en note 3.5.

Les **dotations nettes aux amortissements** sur les actifs corporels et incorporels s'élevèrent à 63 M€ sur les 1^{ers} semestres 2022 et 2021.

3.2.3 Autres produits et charges opérationnels non courants

Les **autres produits et charges opérationnels non courants** s'établissent à -6 M€ sur le 1^{er} semestre 2022 vs. -1 M€ au 1^{er} semestre 2021.

Le **résultat opérationnel** du 1^{er} semestre 2022 ressort à 239 M€, en hausse de 21% (+42 M€), par rapport à celui du 1^{er} semestre 2021.

3.3 Information sectorielle

30.06.2022							
en millions d'euros	BU Loterie	BU Paris sportifs	Autres secteurs - ABU	Holding	Total avant amort.	Amort	Total Groupe
Mises	8 015	2 017	14	0	10 046		10 046
Produit Brut des Jeux (PBJ)	2 733	485	0	0	3 218		3 218
Produit Net des Jeux (PNJ)	943	232	6	0	1 182		1 182
Chiffre d'Affaires	946	232	34	0	1 212		1 212
Coûts des ventes	-514	-110	-8	0	-631	-21	-652
Coûts marketing et communication	-86	-54	-36	-19	-195	-26	-221
Marge contributive	346	69	-10	-19	386	-47	339
Coûts administratifs et généraux & Autres produits et charges opérationnels				-78	-78	-16	-94
EBITDA					308		
Amortissement						-63	
Résultat Opérationnel Courant (ROC)							245

30.06.2021							
en millions d'euros	BU Loterie	BU Paris sportifs	Autres secteurs - ABU	Holding	Total avant amort.	Amort	Total Groupe
Mises	6 877	2 263	19	0	9 159		9 159
Produit Brut des Jeux (PBJ)	2 356	508	1	0	2 865		2 865
Produit Net des Jeux (PNJ)	805	244	9	0	1 058		1 058
Chiffre d'Affaires	807	244	30	0	1 082		1 082
Coûts des ventes	-441	-126	-4	0	-571	-20	-591
Coûts marketing et communication	-69	-57	-26	-17	-169	-26	-195
Marge contributive	298	61	0	-17	342	-46	296
Coûts administratifs et généraux & Autres produits et charges opérationnels				-81	-81	-17	-98
EBITDA					261		
Amortissement						-63	
Résultat Opérationnel Courant (ROC)							198

L'**EBITDA** correspond au résultat opérationnel courant retraité des dotations aux amortissements. Sur la base de dotations nettes aux amortissements sur les actifs corporels et incorporels de 63 M€, stables par rapport au 1^{er} semestre 2021, l'**EBITDA** s'établit à 308 M€, en hausse de +18 % (+47 M€) par rapport au 1^{er} semestre 2021. Le **taux de marge d'EBITDA** atteint 25,4 % au 1^{er} semestre 2022, en hausse de 1,3 point par rapport à celui du 1^{er} semestre 2021.

3.4 Couverture des risques opérationnels

3.4.1 Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie des jeux de loterie est couvert par une police d'assurance. Elle est souscrite par FDJ dans le cadre d'un contrat annuel auprès de plusieurs compagnies d'assurance pour la couverture des risques cumulés de contrepartie des jeux de loterie reposant sur une mécanique de

contrepartie. En 2022, la police souscrite couvre l'impact net cumulé sur le PNJ des pertes éventuelles de contrepartie sur l'exercice au-delà d'un montant de 8 M€ (franchise), pour une capacité maximum de 130 M€, et dans la limite des gains payables au titre d'un tirage unitaire fixé à 100 M€ conformément à l'article D 322-14 du Code de la sécurité intérieure. La prime d'assurance est présentée dans les coûts des ventes, ainsi que les paiements liés aux sinistres le cas échéant. Il n'y a pas eu d'indemnisation au titre de cette police d'assurance.

3.4.2 Risque de crédit sur les créances opérationnelles

Les créances du Groupe, principalement relatives à son réseau de détaillants, correspondent aux mises collectées par eux et qui font l'objet d'un prélèvement hebdomadaire par FDJ. L'agrément FDJ nécessaire pour commercialiser ses jeux est donné aux détaillants après obtention d'une caution demandée de manière systématique. Le risque sur les créances détaillants est analysé notamment par un comité de suivi réunissant régulièrement des responsables des directions commerciale, financière, juridique, sécurité et Jeu Responsable, en charge de statuer sur des cas particuliers et significatifs d'impayés, et de décider du passage en contentieux de certaines créances. Les règles de dépréciation des créances sont fonction de leur montant et de leur antériorité, et en phase avec le modèle des pertes de crédit attendues, compte tenu des délais de règlement extrêmement courts et des dispositifs de gestion du risque de crédit mis en place. Le Groupe considère que le risque de défaillance des détaillants susceptible d'avoir une incidence significative sur sa situation financière et son résultat est limité. Les autres créances font l'objet de dépréciation au cas par cas.

3.4.3 Risque de change sur les activités opérationnelles

Dans le cadre normal de son activité, le Groupe s'expose à des risques de change résultant de dettes de fournisseurs étrangers et de créances libellées en devises étrangères. Ce risque est mesuré globalement pour chacune des devises concernées. La politique générale du Groupe est de couvrir ce risque par exercice. La devise sur laquelle le Groupe a encouru une exposition significative est le dollar américain (en 2022 et 2021), pour un montant maximum équivalent de 29 MUS\$ en 2022 (29 MUS\$ en 2021). Il n'y a pas d'exposition sur les activités opérationnelles sur la livre sterling en 2022 (montant maximum de 9,1 M£ en 2021).

Compte tenu du volume annuel des achats en devises étrangères, le risque de change sur les activités opérationnelles reste limité dans le Groupe. La juste valeur des instruments dérivés sur la couverture des achats en devises des supports de jeux est de 1,9 M€ au 30 juin 2022 (-0,6 M€ au 30 juin 2021). La variation de juste valeur en cas de hausse ou de baisse serait de -2,1 M€ et +2,6 M€ en cas de variation de la parité €/ US\$ (+/- 0,10 US\$ pour 1 €).

3.5 Charges et avantages du personnel

3.5.1 Effectifs du Groupe

Les Effectifs Moyens Pondérés (EMP) de FDJ et des sociétés consolidées en intégration globale, incluant toutes les natures de contrat, dont l'intérim, sont les suivants :

	30.06.2022	30.06.2021
Total effectifs moyens pondérés	2 755	2 643

	30.06.2022	30.06.2021
Total effectifs fin de période	2 785	2 687

3.5.2 Charges de personnel

En millions d'euros	30.06.2022	30.06.2021
Rémunération	82,2	76,2
Charges sociales	40,8	38,1
Participation et intéressement	17,9	18,0
Avantages à long terme	-0,6	1,4
Autres	13,0	11,8
Total charges de personnel	153,2	145,5

La croissance des charges de personnel est principalement induite par celle des effectifs, ainsi que par l'application de la politique salariale et des accords d'entreprise.

3.5.3 Passifs liés au personnel

En millions d'euros	30.06.2022	31.12.2021
Indemnités de fin de carrière	25,4	32,1
Médailles du travail	7,1	8,7
Frais de santé	3,4	6,8
Passif pour retraites et engagements assimilés	36,0	47,7

Le taux d'actualisation retenu pour le 30 juin 2022 s'élève à 3,2% (0,8% au 31 décembre 2021). Les résultats des tests de sensibilité montrent que les variations à la hausse et à la baisse de 25 points de base du taux d'actualisation auraient une incidence respective de -2,4% et de +2,5% sur l'ensemble des provisions.

3.5.4 Paiement fondé sur des actions

Deux plans d'actions de performance sont en vigueur. Ces actions ont été accordées à la Présidente directrice générale, au directeur général délégué et à certains salariés du Groupe. Conformément aux principes énoncés ci-dessus, les droits à attribution d'actions de performance ont été évalués à leur juste valeur à la date d'attribution, donnant droit au nombre d'actions indiqué ci-dessous, sur une base d'atteinte des conditions de performance à hauteur de 100%.

L'attribution des actions est par ailleurs soumise à des conditions de performance (Ebitda, bénéfice par action, rendement total pour les actionnaires – Total Shareholder Return (TSR) – de FDJ, taux de mises identifiées et notation Moody's ESG Solutions). Si les objectifs ne sont pas atteints, le nombre d'actions livrées et la charge seront réduits. En cas de surperformance, le nombre d'actions livrées sera majoré dans une limite de 145% des droits accordés.

Les conditions de performance sont évaluées sur 3 exercices à compter de l'exercice au cours duquel les actions sont attribuées. La livraison des actions intervient au cours de l'année suivant cette période de 3 exercices ; soit en 2024 pour l'attribution d'actions intervenue en 2021 et en 2025 pour l'attribution d'actions intervenue en 2022.

Plan	2021-2024	2022-2025
Date d'attribution	30/06/2021	26/04/2022
Nombre d'actions	95 867	174 793
Cours de l'action	49,58	34,60
Juste valeur	44,20	28,65
Dividendes attendus sur la période d'acquisition	5,3%	10,0%
Volatilité de l'action	23,0%	34,4%
Poids des conditions de performance non marché (base 100%)	85,0%	85,0%
Poids des conditions de performance liées au TSR (base 100%)	15,0%	15,0%
Méthode de valorisation	Monte Carlo	

La charge est estimée à 14,2 M€ (charges patronales comprises) sur la durée des plans, dont 1,3 M€ sur le semestre. Sur cette période, 71 630 actions ont été acquises pour un montant de 2,5 M€ afin de les distribuer aux bénéficiaires à l'échéance des plans.

3.6 Créances courantes

3.6.1 Créances clients et réseau de distribution

En millions d'euros	30.06.2022	31.12.2021
Créances clients (valeur brute)	28,3	38,1
Créances envers le réseau de distribution (valeur brute)	195,8	337,1
Dépréciation	-16,1	-16,7
Total créances clients et réseau de distribution	208,0	358,5

Les créances clients sont principalement liées à l'activité du Groupe avec des loteries étrangères pour la réalisation de services informatiques.

Le réseau de distribution est prélevé sur un rythme hebdomadaire des mises qu'il collecte auprès des joueurs, nettes des lots payés et de leurs commissions. Les mises sont inscrites à l'actif tandis que les lots et commissions se trouvent au passif.

Les créances sur le réseau de distribution correspondent aux mises encaissées par le réseau en fin de période, et non encore prélevées par FDJ. Leur niveau est notamment déterminé par le jour de la semaine qui correspond au 30 juin. Leur diminution s'explique par un niveau d'activité en fin de semestre traditionnellement moins élevé qu'en fin d'année, conjugué à un effet calendrier.

3.6.2 Autres actifs courants

En millions d'euros	30.06.2022	31.12.2021
Charges constatées d'avance	28,5	21,6
Autres créances courantes	35,9	239,8
Total autres actifs courants	64,5	261,3

Au 31 décembre 2021, les autres créances courantes incluaient un acompte de 202 M€ sur les passifs de prélèvements publics.

3.7 Fonds joueurs

En millions d'euros	30.06.2022	31.12.2021
	314,1	256,6

L'intégralité des fonds joueurs correspond à des fonds joueurs courants destinés à l'animation des jeux.

3.8 Dettes courantes

3.8.1 Dettes fournisseurs et réseau de distribution

En millions d'euros	30.06.2022	31.12.2021
Fournisseurs	168,0	173,0
Dettes envers le réseau de distribution	117,3	212,6
Total dettes fournisseurs et réseau de distribution	285,3	385,7

Les dettes sur le réseau de distribution correspondent aux lots payés aux joueurs par les points de vente et aux commissions du réseau en fin de période, et font l'objet d'un paiement hebdomadaire. Leur niveau en fin de période est notamment déterminé par le jour de la semaine qui correspond au 30 juin. Un niveau des mises traditionnellement moins élevé en fin de semestre qu'en fin d'année, combiné à un effet calendrier expliquent leur évolution sur le semestre.

3.8.2 Passifs de prélèvements publics

En millions d'euros	30.06.2022	31.12.2021
Passif - Budget général de l'Etat	202,6	243,2
Passif - Prélèvements paris sportifs	54,5	63,0
Passif - Autres collectivités	38,8	45,2
Sous-total	295,9	351,5
Lots non réclamés	64,8	150,2
Passifs de prélèvements publics	360,6	501,7

Les prélèvements publics font l'objet d'un règlement sur un rythme mensuel, à l'exception des lots non réclamés qui sont réglés sur le 1^{er} semestre de l'exercice suivant. La variation des passifs de prélèvements publics, hors lots non réclamés, suit celle du PBJ, qui est leur assiette de calcul depuis l'entrée en vigueur de la loi Pacte le 1^{er} janvier 2020. Un niveau d'activité sur le mois de juin traditionnellement moins élevé que celui de décembre, ainsi que le paiement des lots non réclamés de 2021, explique leur évolution sur le semestre.

3.8.3 Gains à payer – disponibilités joueurs

Les gains à payer – disponibilités joueurs s'élèvent à 250 M€ (370 M€ au 31 décembre 2021) et incluent :

- les gains à payer qui sont des gains non forclos restant à payer aux joueurs pour 191 M€ (229 M€ au 31 décembre 2021) ;
- les sommes disponibles sur les porte-monnaie sur leurs comptes fdj.fr ou parionssportenligne.fr pour 49 M€ (51 M€ au 31 décembre 2021),
- des gains des joueurs en ligne, en instance de paiement pour 1 M€ (81 M€ au 31 décembre 2021 dont un jackpot Euromillions de 78 M€).

3.8.4 Autres passifs courants

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2022	31.12.2021
Produits constatés d'avance	50,6	38,0
Autres dettes	156,4	165,2
Autres passifs d'exploitation courants	207,0	203,2

Les produits constatés d'avance sur les jeux correspondent à des mises jouées sur le 1^{er} semestre se rapportant à des tirages ou événements se déroulant sur le 2^{ème} semestre. Ils sont transformés en mises dans un délai maximum de cinq semaines.

Les autres dettes comprennent essentiellement les dettes fiscales et sociales (130 M€ au 30 juin 2022 et 145 M€ au 31 décembre 2021).

4 Immobilisations corporelles et incorporelles

4.1 Immobilisations incorporelles

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2022			31.12.2021		
	Brut	Amortiss. Provision	Net	Brut	Amortiss. Provisions	Net
Droits exclusifs d'exploitation	380,0	-47,3	332,7	380,0	-39,7	340,3
Coûts de développement	232,9	-164,4	68,5	220,1	-144,4	75,7
Logiciels SI	78,3	-70,9	7,4	78,4	-69,4	9,0
Immobilisations incorporelles en cours et autres immobilisations incorporelles	121,0	-21,1	99,9	111,8	-14,4	97,3
Total immobilisations incorporelles	812,3	-303,8	508,5	790,3	-267,9	522,3

Les droits exclusifs d'exploitation correspondent à la sécurisation des droits exclusifs d'exploitation portant sur les activités de loterie commercialisées en réseau physique de distribution et en ligne, ainsi que sur les jeux de paris sportifs commercialisés en réseau physique de distribution confiés à FDJ pour une durée de 25 ans. D'une valeur brute de 380 M€, cet actif est amorti sur cette durée depuis le 23 mai 2019.

Les principaux investissements de la période concernent la société mère et sont liés aux développements des systèmes d'information de production et de back-office, ainsi qu'aux terminaux de prises de jeu.

4.2 Immobilisations corporelles

En millions d'euros	30.06.2022			31.12.2021		
	Brut	Amortiss. Provision	Net	Brut	Amortiss. Provision	Net
Terrains	96,6	-	96,6	96,6	-	96,6
Installations et agencements bâtiments	243,1	-88,9	154,2	240,0	-83,1	156,9
Droits d'utilisation IFRS 16	48,4	-19,2	29,3	46,4	-18,1	28,2
Mobilier, installations tech, & matériel PDV	237,8	-201,0	36,8	236,6	-191,8	44,7
Matériels SI	84,1	-73,1	11,0	81,8	-70,6	11,2
Matériel services de proximité	24,9	-22,4	2,6	24,1	-21,7	2,4
Autres immobilisations corporelles	47,5	-41,2	6,4	45,5	-40,2	5,3
Immobilisations corporelles en cours	13,8	-	13,8	13,3	-	13,3
Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	1,8	-	1,8	1,0	-	1,0
Total immobilisations corporelles	798,1	-445,7	352,4	785,2	-425,5	359,6

Les investissements en immobilisations corporelles de la période portent principalement sur les mobiliers en point de vente.

5 Provisions

En millions d'euros	31.12.2021	Dotations	Reprises		30.06.2022
			Utilisées	Non utilisées	
Total provisions non courantes	12,5	1,6	0,0	-2,1	12,0
Total provisions courantes	12,8	0,7	-3,9	-0,4	9,2
Total provisions	25,3	2,4	-3,9	-2,6	21,2

Les provisions non courantes couvrent des contentieux avec d'anciens courtiers-mandataires.

Les provisions courantes couvrent principalement des contentieux liés à l'exploitation.

6 Trésorerie et instruments financiers

6.1 Résultat financier

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2022	30.06.2021
Coût de l'endettement financier	-2,6	-2,9
Plus-values de cession	0,0	0,6
Produits d'intérêt sur les placements	1,4	1,7
Produits financiers sur titres évalués à leur juste valeur par résultat	6,4	3,3
Gains de change	0,2	0,4
Autres produits financiers	0,3	0,8
Produits financiers	8,3	6,8
Instruments dérivés (Charges)	-1,6	-0,1
Charges financières sur titres évalués à leur juste valeur par résultat	-25,9	0,0
Pertes de change	0,0	-0,1
Autres charges financières	-0,2	-0,0
Charges financières	-28,0	-0,2
Résultat financier	-22,4	3,8

Le coût de l'endettement financier correspond essentiellement à la charge d'intérêt sur les emprunts liés à la sécurisation des droits exclusifs d'exploitation, ainsi qu'à l'acquisition du siège social et de Sporting Group.

La variation nette des charges et produits financiers sur titres évalués à la juste valeur par résultat (-23 M€ entre le 1^{er} semestre 2021 et le 1^{er} semestre 2022) est liée à l'évolution des marchés financiers, en net recul au 1^{er} semestre 2022 a contrario d'une reprise observée sur le 1^{er} semestre 2021. Elle inclut la baisse de la valorisation des fonds obligataires dédiés de 8 M€ induite par l'augmentation des taux d'intérêt. Ces fonds ont investi dans des obligations échues en 2024. L'intention du Groupe est de garder ces obligations jusqu'à leur échéance ; elles feront l'objet d'un remboursement à leur valeur nominale, les fonds dédiés retrouvant ainsi leur valorisation initiale.

Sur le 1^{er} semestre 2022, la performance des investissements en capital-risque du Groupe, valorisés en juste valeur par résultat, se poursuit, dans la continuité de la tendance positive de 2021, donnant lieu à une revalorisation nette de 5 M€ de ces actifs.

FDJ est exposée à des risques de change sur la livre sterling, les évolutions desquelles génèrent du résultat de change pour les actifs et passifs financiers non couverts.

6.2 Actifs et passifs financiers

<i>En millions deuros</i>	30.06.2022	31.12.2021
Actifs financiers non courants au coût amorti	435,0	435,0
Actifs financiers non courants en juste valeur par résultat	466,2	433,2
Instruments dérivés non courants	11,6	2,7
Autres actifs financiers non courants	73,0	73,8
Total Actifs financiers non courants	985,8	944,7
Actifs financiers courants au coût amorti	52,7	52,4
Actifs financiers courants en juste valeur par résultat	15,1	40,0
Instruments dérivés courants	1,9	0,5
Dépôts et cautionnements	0,7	0,7
Total Actifs financiers courants	704	93,7
Total Actifs financiers	1 056,2	1 038,3
Dettes financières, part à plus d'un an	418,2	462,2
Dettes de location, part à plus d'un an	24,0	23,6
Autres passifs financiers non courants	0,5	0,5
Total Passifs financiers non courants	442,8	486,3
Dettes financières, part à moins d'un an	26,8	26,9
Dettes de location, part à moins d'un an	7,0	6,2
Instruments dérivés courants	0,0	0,8
Découverts bancaires	0,4	0,0
Autres passifs financiers	26,6	26,6
Total passifs financiers courants	609	606
Total Passifs financiers	503,6	546,9

La croissance des actifs financiers courants et non courants de 18 M€ sur le semestre provient, pour l'essentiel:

- de nouveaux placements (60 M€, intégralement en part non courante) principalement investis sur des actifs en juste valeur par résultat, dans un contexte caractérisé par des taux d'intérêt encore bas, voire négatifs sur une partie du 1^{er} semestre 2022, peu favorables pour des placements dans des comptes à terme;
- de placements arrivant à échéance (30 M€) ;
- de la variation de juste valeur des actifs de -19 M€ avec des marchés en net recul au 1^{er} semestre 2022 a contrario de leur reprise marquée sur le 1^{er} semestre 2021 ;
- de la variation de la juste valeur des dérivés pour 9 M€, correspondant aux couvertures de taux d'intérêt mises en place pour les emprunts à taux variable. Leur valorisation s'accroît avec la hausse des taux d'intérêt.

Le Groupe a maintenu ses investissements sur les actifs financiers non monétaires, dont une part significative est placée sur des supports obligataires à moins de trois ans, sous forme de fonds dédiés ou d'OPCVM. La grande majorité des placements financiers du Groupe conserve une grande liquidité à très court terme.

Les autres actifs financiers non courants incluent principalement le dépôt lié à la convention de fiducie sûreté (60 M€ au 30 juin 2022 et au 31 décembre 2021) valorisé au coût amorti et le dépôt Euromillions (7 M€ au 30 juin 2022 et au 31 décembre 2021) valorisé au coût amorti. Le dépôt lié à la convention de fiducie sûreté, destiné à protéger les avoirs des joueurs en ligne (loterie et paris sportifs), sera remplacé par une caution à compter de septembre 2022, avec une incidence positive de 60 M€ sur la trésorerie et équivalents de trésorerie sur le 2nd semestre.

La dette financière courante et non courante de 445 M€ (489 M€ au 31 décembre 2021) est essentiellement constituée :

- d'un emprunt destiné au financement de la sécurisation des droits exclusifs d'exploitation de 334 M€ net des frais d'émission de 3 M€, dont 315 M€ en part non courante et 19 M€ en part courante. Cet emprunt, mis en place le 1^{er} avril 2020, est d'une valeur nominale de 380 M€, amortissable sur 20 ans, à taux variable (Euribor), et fait l'objet d'une couverture de taux à hauteur de 228 M€ (176 M€ jusqu'en juin 2026 et 53 M€ jusqu'en septembre 2027);
- d'un emprunt lié à l'acquisition du siège du Groupe de 76 M€, dont 68 M€ en part non courante et 8 M€ en part courante, d'une valeur nominale de 120 M€, amortissable, à taux fixe, à échéance du 24 novembre 2031 ;
- d'un emprunt de 30 M€, soit 35 M€, intégralement en part non courante. Souscrit en mai 2019 dans le cadre de l'acquisition de Sporting Group, d'une valeur nominale de 100 M€, remboursable in fine en deux tranches en 2024 et 2025, à taux variable (Sonia). Il a fait l'objet de remboursements volontaires de 25 M€ sur le semestre.

6.3 Echancier des actifs et passifs financiers

2022 - En millions d'euros	A moins d'un an	A plus d'un an	A plus de 2 ans	A plus de 3 ans	A plus de 4 ans	A plus de 5 ans	Total
Actifs financiers non courants au coût amorti		190,0	25,0	100,0	50,0	70,0	435,0
Actifs financiers non courants évalués en juste valeur par résultat		416,2	50,0	0,0	0,0	0,0	466,2
Instrument dérivés non courants		0,0	0,0	8,5	0,0	3,1	11,6
Autres actifs financiers non courants		72,7	0,0	0,0	0,0	0,3	73,0
Total Actifs financiers non courants	0,0	679,0	75,0	108,5	50,0	73,4	985,9
Actifs financiers courants au coût amorti		52,7					52,7
Actifs financiers courants évalués en juste valeur par résultat		15,1					15,1
Instruments dérivés courants		1,9					1,9
Dépôts et cautionnements		0,7					0,7
Total Actifs financiers courants	70,4	0,0	0,0	0,0	0,0	-	70,4
Total Actifs financiers	70,4	679,0	75,0	108,5	50,0	73,4	1 056,2
Dettes financières, part à plus d'un an		38,2	26,6	50,6	26,7	276,1	418,2
Dettes de location		6,3	5,8	4,8	3,3	3,9	24,0
Autres passifs financiers non courants		0,0	0,1	0,1	0,0	0,3	0,5
Total Passifs financiers non courants	0,0	44,5	32,4	55,5	30,0	280,4	442,8
Dettes financières, part à moins d'un an		26,8					26,8
Dettes de location		7,0					7,0
Instruments dérivés courants		0,0					0,0
Découverts bancaires		0,4					0,4
Autres passifs financiers courants		26,6					26,6
Total passifs financiers courants	60,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	60,9
Total Passifs financiers	60,9	44,5	32,4	55,5	30,0	280,4	503,6

2021 - En millions d'euros	A moins d'un an	A plus d'un an	A plus de 2 ans	A plus de 3 ans	A plus de 4 ans	A plus de 5 ans	Total
Actifs financiers non courants au coût amorti		115,0	80,0	60,0	110,0	70,0	435,0
Actifs financiers non courants évalués en juste valeur par résultat		433,2	0,0	0,0	0,0	0,0	433,2
Instrument dérivés non courants		0,0	0,0	0,0	1,9	0,8	2,7
Autres actifs financiers non courants		73,5	0,0	0,0	0,0	0,3	73,8
Total Actifs financiers non courants	0,0	621,7	80,0	60,0	111,9	71,1	944,7
Actifs financiers courants au coût amorti	52,4						52,4
Actifs financiers courants évalués en juste valeur par résultat	40,0						40,0
Instrument dérivés courants	0,5						0,5
Dépôts et cautionnements	0,7						0,7
Total Actifs financiers courants	93,7	0,0	0,0	0,0	0,0	-	93,7
Total Actifs financiers	93,7	621,7	80,0	60,0	111,9	71,1	1 038,4
Dettes financières, part à plus d'un an		26,5	48,4	26,6	71,1	289,6	462,2
Dettes de location, part à plus d'un an		5,5	5,0	4,1	3,9	5,1	23,6
Autres passifs financiers non courants		0,0	0,1	0,0	0,0	0,3	0,5
Total Passifs financiers non courants	0,0	32,0	53,5	30,7	75,0	295,0	486,3
Dettes financières, part à moins d'un an	26,9						26,9
Dettes de location, part à moins d'un an	6,2						6,2
Instrument dérivés courants	0,8						0,8
Découverts bancaires	0,0						0,0
Autres passifs financiers courants	26,6						26,6
Total passifs financiers courants	60,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	60,6
Total Passifs financiers	60,6	32,0	53,5	30,7	75,0	295,0	546,8

6.4 Variation des passifs financiers

en millions d'euros	31.12.2021	Flux cash					Flux non cash				30.06.2022
		Emission dette financière long terme	Remboursement dette financière	Variation des découverts	IFRS 16 - loyers	Total flux cash	Effet de change	Reclassement courant / non courant dette financière	Autres	Total flux non cash	
Dettes financières, part à plus d'un an	462,2		-28,3			-28,3	-2,2	-13,5	0,0	-15,7	418,2
Dettes de location, part à plus d'un an	23,6					0,0	-0,1	-4,6	5,1	0,4	24,0
Autres passifs financiers	0,5					0,0				0,0	0,5
Dettes financières LT	486,3	0,0	-28,3	0,0	0,0	-28,3	-2,2	-18,1	5,1	-15,3	442,8
Total Passifs financiers non courants	486,3	0,0	-28,3	0,0	0,0	-28,3	-2,2	-18,1	5,1	-15,3	442,8
Dettes financières, part à moins d'un an	26,9		-13,5			-13,5		13,5		13,5	26,8
Dettes de location, part à moins d'un an	6,2				-3,8	-3,8		4,6		4,6	7,0
Instrument dérivés courants	0,8					0,0			-0,8	-0,8	0,0
Découverts bancaires	0,0			0,4		0,4				0,0	0,4
Autres passifs financiers	26,6		0,0			0,0				0,0	26,6
Total Autres passifs financiers courants	60,6	0,0	-13,5	0,4	-3,8	-16,9	0,0	18,1	-0,8	17,4	60,9
Total Passifs financiers	546,9	0,0	-41,8	0,4	-3,8	-45,3	-2,2	0,0	4,3	2,1	508,6

6.5 Trésorerie et équivalents de trésorerie

En millions d'euros	30.06.2022	31.12.2021
Placements, équivalents de trésorerie	233,7	221,2
Comptes bancaires et autres disponibilités	298,4	380,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	532,1	601,7

Les placements, équivalents de trésorerie comprennent des parts de dépôts à terme ou à vue rémunérés (60 M€ au 30 juin 2022 et 65 M€ au 31 décembre 2021), et des parts d'OPCVM (233 M€ au 30 juin 2022 et 156 M€ au 31 décembre 2021). Ces dernières incluent principalement le fonds Euromillions (121 M€ au 30 juin 2022 et 103 M€ au 31 décembre 2021).

A la connaissance du Groupe, il n'existe aucune restriction importante qui limiterait sa capacité à avoir accès aux actifs de ses filiales.

6.6 Gestion des risques financiers

6.6.1 Risque de crédit des placements et instruments dérivés

Le risque de crédit ou risque de contrepartie des placements et des instruments financiers dérivés est suivi par le Comité de Trésorerie, dirigé par la Directrice Finances, et des membres de la direction financière. Ce risque correspond à la perte que le Groupe aurait à supporter en cas de défaillance d'une contrepartie, entraînant le non-respect de ses obligations vis-à-vis de lui.

La politique du Groupe, pour les placements et instruments dérivés, consiste à limiter les opérations pondérées par la nature des risques, à un montant maximal par contrepartie autorisée. La liste de contreparties autorisées est établie par le Comité de Trésorerie, sélectionnée en fonction de leur rating et de la durée de l'opération. Elle est revue périodiquement, a minima chaque semestre. En cas de baisse de notation d'une contrepartie en-deçà du rating minimum autorisé, le Comité de Trésorerie statue sur la conservation éventuelle des opérations existantes jusqu'à leur échéance.

Le Groupe considère que le risque de défaillance de contrepartie, susceptible d'avoir une incidence significative sur sa situation financière et son résultat, est limité, en raison de la politique de gestion des contreparties, et plus particulièrement le niveau minimum de rating long terme retenu pour ces opérations.

Le risque de crédit s'analyse comme suit :

Encours	Encours total en M€ au 30.06.2022	Nombre de contreparties par			
		0 - 25 M€	25 - 50 M€	50 - 100 M€	100 - 150 M€
AA / Institutions Financières	250			1	1
A / Institutions Financières	369	5	4	2	
TOTAL	619				

6.6.2 Risque de liquidité

Le risque de liquidité se définit comme l'incapacité pour le Groupe à faire face aux échéances de ses obligations financières à un coût raisonnable. Il inclut notamment les risques de contrepartie sur certains jeux, dont les montants peuvent potentiellement être élevés, et qui doivent pouvoir être couverts par une trésorerie mobilisable dans un court délai. Ces derniers font l'objet d'une couverture par ailleurs (voir note 3.4 – Risque de contrepartie).

L'exposition de FDJ au risque de liquidité est limitée dans la mesure où la politique de gestion de trésorerie du Groupe prévoit que plus de 20 % des encours doivent être investis sur des supports monétaires, et que la somme de ces encours monétaires et des encours investis sur des supports obligataires à moins de trois ans représente un minimum de 80 % du total des placements.

Le Comité de trésorerie, dirigé par la Directrice Finances, suit mensuellement la position de liquidité et s'assure du respect des limites définies.

Les encours investis sur des supports court terme sont en phase avec la politique de gestion de trésorerie de FDJ.

Au 30 juin 2022, le niveau moyen des placements était de 1 609 M€ ; le montant des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit était de 448 M€ avant frais d'émission, dont 337 M€ correspondant à la contrepartie financière de la sécurisation des droits d'exploitation exclusifs, 76 M€ de dette financière liée à l'acquisition du siège du Groupe et 35 M€ liés à celle relative à l'acquisition de Sporting Group.

La majeure partie des supports court terme peut être récupérée, sans pénalité ou risque en capital, à l'issue d'un préavis de 32 jours calendaires.

Par ailleurs, des lignes de crédit confirmées non utilisées sont mises en place depuis février 2021 pour un montant de 150 M€ sur des horizons compris entre février 2024 et décembre 2025.

Compte tenu du niveau des placements au 30 juin 2022, et sur la base de ses prévisions d'activité et d'investissements et de remboursement de dettes financières, le Groupe estime qu'il dispose de la capacité financière pour lui permettre de faire face à ses échéances au cours de 12 prochains mois à compter de la date d'examen des comptes semestriels par le conseil d'administration.

6.6.3 Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt d'un actif financier est le risque de réaliser une moins-value sur un titre ou de subir un coût supplémentaire induit par la variation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt d'un passif financier est le risque de subir un coût supplémentaire induit par la variation des taux d'intérêt.

L'exposition du Groupe aux variations du taux d'intérêt est liée à ses placements futurs d'une part, et à ses emprunts à taux variable d'autre part. Le Groupe met en œuvre une politique de gestion dynamique de son risque de taux sous la supervision du Comité de trésorerie. L'objectif de cette politique est de sécuriser un revenu minimum des placements, dans le cadre d'une gestion à horizon maximum de cinq ans, et de couvrir à un prix raisonnable le risque de taux d'intérêt des emprunts.

La sensibilité au risque de taux résulte de placements à taux fixes (obligations et titres de créances négociables), d'instruments dérivés de taux, et de dettes à taux variable.

Au 30 juin 2022, la part des placements exposés à ce risque direct est faible. Les dettes à taux variable concernent la dette liée à l'acquisition de Sporting Group (35 M€), et celle correspondant à la contrepartie financière de la sécurisation des droits d'exploitation exclusifs (337 M€). La variation à la hausse ou à la baisse de 0,5 % de l'ensemble de la courbe de taux aurait une d'incidence sur le coût annuel de la dette de l'ordre de 1 M€.

6.6.4 Risque de marché

Le risque de marché est le risque de réaliser une moins-value sur un titre ou de subir un coût supplémentaire induit par la variation des taux d'intérêt.

Le Groupe est exposé à un risque de marché lié aux évolutions des supports d'investissements utilisés. Il met en œuvre une stratégie de placement dont l'objectif est de limiter ces risques, la principale composante de cette stratégie est la définition d'une allocation d'actifs qui encadre les possibilités d'investissements par grande classe d'actifs.

Cette allocation prévoit un plafond pour les actifs risqués :

- Les placements de type « actions » ne peuvent représenter plus de 4 % du total des actifs ;
- Les placements de type « diversification » (obligations convertibles, *loans*, immobilier...) ne peuvent représenter plus de 8 % des actifs ;
- Les placements en obligations à plus de trois ans ne peuvent représenter plus de 8 % des actifs.

Les placements de types monétaires et obligataires inférieurs à trois ans doivent représenter un minimum de 80 % des actifs.

En complément de ces éléments d'allocation, une diversification géographique des placements est mise en œuvre, et les stratégies utilisées doivent permettre une volatilité du portefeuille significativement moins élevée que celle des indices de marchés.

Au 30 juin 2022, les placements soumis à un risque de marché s'élèvent à 602 M€ (574 M€ au 31 décembre 2021).

7 Flux de trésorerie

Sur le 1^{er} semestre 2021 et 2022, les modalités de règlement des éléments du besoin en fonds de roulement liées à l'activité sont comparables :

- rythme hebdomadaire pour les créances et dettes avec le réseau de distribution,
- mensuel pour les prélèvements publics hors lots non réclamés,
- et annuel pour les acomptes de prélèvements publics (en décembre) et les lots non réclamés (1^{er} semestre de l'année suivante).

La diminution de 90 M€ de la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité est principalement liée aux gains à payer aux joueurs : des lots en instance de paiement fin 2021 de 81 M€ (dont un jackpot Euromillions de 78 M€ remporté en fin d'année) ont été payés sur le 1^{er} semestre 2022, augmentant le besoin en fonds de roulement; a contrario, sur le 1^{er} semestre 2021, le report des délais d'encaissement des jeux suite à la crise sanitaire était toujours en vigueur, diminuant le besoin en fonds de roulement.

Les investissements nets des dettes sur acquisitions d'immobilisations et avances versées s'élèvent à 47 M€⁸ au 1^{er} semestre 2022 (33 M€ au 1^{er} semestre 2021) et portent principalement sur des développements des systèmes d'information de production et de back-office, ainsi que sur les terminaux de prises de jeu.

La liquidation des sociétés de Sporting Group devenues non opérationnelles ayant été finalisée, un versement de 10 M€, présenté en flux d'investissements, a été perçu.

Une caution destinée à couvrir les avoirs des joueurs en ligne (loterie et paris sportifs) sera mise en place en septembre 2022, remplaçant le dépôt lié à la convention de fiducie sûreté. Son remboursement sera présenté dans flux de trésorerie utilisés dans les activités d'investissement, avec une incidence positive de 60 M€ sur la trésorerie et équivalents de trésorerie sur le 2nd semestre 2022.

Le remboursement de la part courante de la dette financière ressort à 42 M€, dont un remboursement volontaire de 25 M€ (30 M€) de l'emprunt lié à l'acquisition de Sporting Group, et 13 M€ de paiement des autres emprunts du Groupe.

Les loteries participantes du jeu Euromillions⁹ ont constitué un trust, de droit anglais, afin de couvrir les risques de contrepartie et de défaut. Le trust est géré par un trustee, The Law Debenture Trust Corporation. Pour FDJ, les sommes déposées dans un fonds au titre des garanties sont gérées par le

⁸ 38 M€ avant variation des des dettes liées aux acquisitions d'actifs

⁹ An Post (Irlande), Camelot (Royaume-Uni), FDJ, la Loterie nationale belge, la Loterie nationale luxembourgeoise, Österreichische Lotterien (Autriche), Santa Casa de Misericordia (Portugal), SELAE (Espagne), Swisslos (Suisse), Loterie Romande (Suisse).

trustee (qui est seul à avoir la capacité à faire exécuter les paiements) et sont exclusivement allouées aux gagnants du jeu Euromillions, pour 121 M€ au 30 juin 2022 (103 M€ au 31 décembre 2021) ; elles sont incluses dans la trésorerie et équivalents de trésorerie.

8 Participations dans les coentreprises

En millions d'euros	Total
Valeur des titres au 31.12.2021	20,6
Variation de périmètre	0,0
Quote-part de résultat net 30 juin 2022	1,0
Dividendes	0,0
Ecart de conversion	0,7
Valeur des titres au 30.06.2022	22,2

Les participations du Groupe dans les coentreprises concernent la SGE (Société de Gestion de l'Échappée, LEIA (Lotteries Entertainment Innovation Alliance), BZP (Beijing Zhongcai Printing), la SLE (Services aux Loteries en Europe) et NLCS (National Lotteries Common Services).

9 Impôt

En millions d'euros	30.06.2022	30.06.2021
Total charge d'impôt sur le résultat	-58,2	-56,9
Résultat avant impôt	216,7	200,7
Taux effectif d'impôt	26,8%	28,3%

Le taux effectif d'impôt ressort à 26,8% (28,3% sur le 1^{er} semestre 2021). La diminution du taux effectif d'impôt provient principalement de la baisse du taux d'impôt de FDJ SA.

10 Résultat par action

	30.06.2022	30.06.2021
Résultat part du Groupe (en millions d'euros)	159,5	145,7
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (*) sur la période	190 849 590	190 975 974
Effet des instruments dilutifs (actions de performance)	298 174	0
Nombre moyen pondéré d'actions - dilué sur la période	191 147 764	190 975 974
Résultat de base par action (en euros)	0,836	0,763
Résultat dilué par action (en euros)	0,834	0,763

* net des actions autodétenues.

FDJ considère avoir acquis les actions détenues auparavant par Soficoma. Au regard du litige en cours avec la société Soficoma, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires ne prend pas en compte cette opération (voir note 13 Procédures contentieuses et judiciaires en cours).

11 Capitaux propres

11.1 Capital social

Le capital social de FDJ s'élève à 76 400 000 € et est composé de 191 000 000 actions d'une valeur nominale de 0,40 € chacune.

11.2 Actions autodétenues

Les actions autodétenues sont inscrites pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres.

Un programme de rachat d'actions de la société autorisé par le conseil d'administration du 19 décembre 2019, en application de l'autorisation conférée par l'assemblée générale du 4 novembre 2019, a été mis en œuvre aux fins de conclure un contrat de liquidité ayant pour objet d'animer l'action FDJ. La somme maximum de 6 M€ a été affectée à ce contrat de liquidité, pour une durée allant jusqu'au 31 décembre 2022.

Ce programme fait l'objet d'un contrat de liquidité conforme aux dispositions prévues par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF).

Au 30 juin 2022, les actions propres enregistrées en diminution des capitaux propres consolidés représentent 198 696 actions pour une valeur de 7,1 M€ (112 063 actions pour une valeur de 4,5 M€ au 31 décembre 2021).

11.3 Distribution de dividendes

Les dividendes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, approuvés par l'Assemblée Générale du 26 avril 2022 sont de 237 M€, soit 1,24 € par action. Ils ont été versés le 4 mai 2022.

11.4 Réserves

L'activité du Groupe dans le domaine de l'organisation et de l'exploitation des jeux d'argent implique des risques et engagements spécifiques qu'il se doit d'anticiper par des couvertures adaptées.

Jusqu'à début 2022, les risques rares (fréquence d'occurrence très faible et montant très élevé de plusieurs événements de jeux qui se reproduiraient sur une même période) et extrêmes (fréquence d'occurrence extrêmement faible, montant très élevé) étaient couverts par une réserve statutaire. A la suite d'une mise à jour de l'évaluation de ces risques et de leur couverture assurantielle, les actionnaires de FDJ ont décidé, lors de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 26 avril 2022, de mettre fin à la réserve statutaire et de couvrir les risques résiduels par la réserve facultative. Ainsi, le montant de 97 M€ figurant à la réserve statutaire a été transféré à la réserve facultative.

12 Transactions avec les parties liées

12.1 Etat

L'État dispose d'un contrôle étroit avec des prérogatives spécifiques dont notamment un droit de veto octroyé au commissaire du gouvernement sur les décisions prises au cours des instances de FDJ, l'approbation par décret des modifications des statuts de FDJ, et également l'obtention d'un agrément préalable des ministres chargés de l'économie et du budget, après consultation de l'Autorité Nationale des Jeux pour l'entrée en fonction du Président, Directeur général et Directeurs généraux délégués de FDJ.

Le décret droits exclusifs du 17 octobre 2019 fixe des fourchettes et/ou plafonds de TRJ par gamme de jeux tandis que l'article 138 I° de la loi Pacte met ainsi en place un prélèvement au profit de l'État calculé sur la base du Produit Brut des Jeux soit, en l'occurrence, la différence entre les sommes engagées à partir du 1^{er} janvier 2020 par les joueurs et les sommes à verser ou à reverser aux gagnants. Le taux de ce prélèvement est fixé à 54,5 % pour les jeux de tirage traditionnels dont le premier rang est réparti en la forme mutuelle et à 42 % pour les autres jeux de loterie. Les conditions et modalités de recouvrement annuel de ce prélèvement sont définies par décret.

Les montants inscrits à ce titre au compte de résultat et dans la situation financière pour les deux périodes sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>		30.06.2022	31.12.2021
Etat de la situation financière - Actif	Droits exclusifs d'utilisation (valeur brute)	380,0	380,0
Etat de la situation financière - Actif	Acompte sur prélèvements publics	0,0	202,1

<i>En millions d'euros</i>		30.06.2022	31.12.2021
Etat de la situation financière - Passif	Prélèvements publics (incluant LNR)	360,6	501,7

<i>En millions d'euros</i>		30.06.2022	30.06.2021
Compte de résultat	Prélèvements publics	2 042,6	1 815,4

La convention conclue entre l'Etat et FDJ, en date du 17 octobre 2019, prévoit qu'au terme normal ou anticipé des droits exclusifs, les biens strictement nécessaires à l'exploitation des droits exclusifs sont repris par l'État contre une indemnité correspondant à la valeur vénale des immeubles et la valeur nette comptable des autres immobilisations.

Les transactions entre FDJ et d'autres entreprises publiques (France Télévisions, EDF, SNCF, La Poste) sont toutes réalisées à des conditions normales de marché.

12.2 Autres parties liées

Les transactions entre FDJ et ses filiales consolidées par intégration globale, qui sont des parties liées, sont éliminées en consolidation et ne sont pas détaillées dans cette note.

La dotation sur le 1^{er} semestre 2021 à la Fondation d'entreprise FDJ s'élève à 1,5 M€ (pas de dotation sur le 1^{er} semestre 2022).

Il n'existe pas d'opération significative conclue avec un membre des organes de direction ayant une influence notable sur le Groupe.

13 Procédures contentieuses et judiciaires en cours

Litige 85 courtiers-mandataires

Des adhérents de l'Union Nationale des Diffuseurs de Jeux (UNDJ) ont assigné La Française des Jeux en mai 2012 devant le Tribunal de Commerce de Nanterre pour voir prononcer la résiliation judiciaire de l'avenant au contrat de courtier mandataire signé en 2003. Cette procédure est actuellement en cours devant le Tribunal.

Litige Soficoma

FDJ a assigné le 23 mai 2017 Soficoma, société civile, pour voir constater la perte de sa qualité d'actionnaire de FDJ. Par jugement du 23 mai 2019, le Tribunal de commerce de Marseille a fait droit à la demande de FDJ. Soficoma a interjeté appel de ce jugement le 20 juin 2019 devant la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence. Cette affaire est en cours devant la Cour d'Appel.

Parallèlement, Soficoma a assigné FDJ le 27 décembre 2017 devant le Tribunal de commerce de Nanterre pour voir constater sa qualité d'actionnaire de FDJ et la voir condamner à lui verser le montant de ses dividendes. Cette affaire a fait l'objet d'un sursis à statuer en raison du litige en cours devant la Cour d'appel d'Aix en Provence. Soficoma a sollicité le rétablissement de l'affaire et FDJ a sollicité le sursis à statuer dans l'attente de l'issue de la procédure principale actuellement en cours devant la Cour d'appel d'Aix en Provence. Par jugement du 23 mai 2022, le Tribunal de commerce de Nanterre a de nouveau prononcé le sursis à statuer. Soficoma a assigné FDJ devant le Premier Président de la Cour d'appel de Versailles afin de se voir autoriser à interjeter appel de cette décision de sursis à statuer. Par ordonnance de référé du 9 juin 2022, le premier Président de la Cour d'appel de Versailles a rejeté la demande de Soficoma.

Procédure devant le Conseil d'Etat

Par courrier en date du 20 mai 2021, le Conseil d'Etat a appelé FDJ dans une procédure introduite en décembre 2019 par quatre requérants afin qu'elle présente des observations. Ces requérants - The Betting and Gaming Council, Betclik Enterprises Limited, European Gaming and Betting Association et SPS Betting France Limited - ont intenté quatorze recours pour excès de pouvoir contre l'Ordonnance n°2019-1015 du 2 octobre 2019 réformant la régulation des jeux d'argent et de hasard, le décret n° 2019-1060 du 17 octobre 2019 relatif aux modalités d'application du contrôle étroit de l'Etat sur la société La Française des Jeux, le décret n° 2019-1061 du 17 octobre 2019 relatif à l'encadrement de l'offre de jeux de La Française des Jeux et du Pari mutuel urbain, le décret n° 2019-1105 du 30 octobre 2019 décidant le transfert au secteur privé de la majorité du capital de la société anonyme La Française des jeux, l'Arrêté du 6 novembre 2019 fixant les modalités de transfert au secteur privé de la majorité du capital de la société La Française des Jeux, l'Arrêté du 20 novembre 2019 fixant le prix et les modalités d'attribution d'actions de la société La Française des Jeux, le décret n°2019-1563 du 30 décembre 2019 relatif à l'approbation des statuts de la société La Française des Jeux et le décret n°2020-494 du 28 avril 2020 relatif aux modalités de mise à disposition de l'offre de jeux et des données de jeux. Les requérants sollicitent l'annulation des textes réformant la régulation des jeux

d'argent. Ces recours sont pendants devant le Conseil d'Etat. FDJ a déposé un mémoire le 6 août 2021 et les requérants ont déposé de nouveaux mémoires le 11 octobre 2021 et le 24 juin 2022. L'instruction est actuellement en cours.

Procédure devant la Commission Européenne

Deux plaintes ont été déposées après la privatisation de la FDJ auprès de la Commission européenne, référencées dans le registre des aides d'Etat de celle-ci sous les numéros SA. 56399 et SA. 56634, pour octroi supposé d'aides d'Etat (sous la forme de garantie, de traitement fiscal préférentiel et d'octroi de droits exclusifs pour une rémunération insuffisante). Les plaignants sont l'Association française des jeux en ligne (AFJEL) - plainte du 31 janvier 2020 et The Betting and Gaming Council (BGC) - plainte du 5 mars 2020.

Le 26 juillet 2021, la Commission Européenne a annoncé l'ouverture d'une enquête approfondie à l'encontre de la France sur le caractère approprié de la somme de 380 M€ versée en « rémunération des droits exclusifs accordés » sur les paris sportifs en point de vente et la loterie. La décision de la Commission Européenne ayant conduit à l'ouverture de l'enquête a été publiée le vendredi 3 décembre 2021 sur le registre des aides d'Etat figurant sur son site internet ainsi qu'au Journal officiel de l'Union européenne. Celle-ci expose les motivations l'ayant conduit à questionner le montage retenu au regard du droit des aides d'Etat. La procédure est en cours et les parties échangent des mémoires. FDJ a déposé ses observations auprès de la Commission le 3 janvier 2022. Aucun calendrier n'a été communiqué à ce stade par la Commission.

Le sujet de la garantie a été clôturé par la Commission, cette dernière confirmant l'absence de garantie au sens des aides d'Etat. Concernant le traitement fiscal préférentiel, l'enquête préliminaire faisant suite aux plaintes est toujours en cours.

14 Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2022	31.12.2021
Engagements donnés		
Cautions et garanties à premières demandes	37,8	40,9
Contrat de parrainage	19,1	22,6
Fonds d'investissement	46,4	45,7
Engagements de bonne fin*	88,6	102,8
Droits d'images des coureurs et engagement association L'E chappée	0,4	0,8
Compte séquestre	-	-
Loyers immobiliers	4,1	4,9
Hypothèque sur bien acquis	81,9	86,4
Paris 2024 partenariat	-	-
Autres Engagements donnés	1,3	0,8
Total engagements donnés	279,5	305,0
Engagements reçus		
Engagements reçus de bonne fin et restitution d'acomptes	195,2	140,4
Garantie de restitution des mises et paiements des lots	482,6	459,6
Assurance couverture du risque de contrepartie	130,0	130,0
Lignes de crédit confirmées	150,0	150,0
Total engagements reçus	957,8	880,0

*Dont contrats imprimeurs 10,1 M€ en 2022 et 23,6 M€ en 2021

15 Evénements postérieurs à la clôture

FDJ a conclu, le 15 juillet, l'acquisition de Aleda, avec lequel elle était entrée en négociations exclusives le 7 juillet 2022. Aleda est un spécialiste des équipements et services d'encaissement et de paiement à destination des commerces de proximité, notamment les bars-tabac-presse.

FDJ a par ailleurs annoncé le 28 juillet le rachat de L'Addition, spécialiste des équipements et services d'encaissement et de paiement à destination des cafés-bars-hôtels-restaurants.

Après le lancement d'une offre de paiement en point de vente en 2020 pour le compte de la DGFiP, ces acquisitions s'inscrivent dans la stratégie de développement de l'activité Paiement et Services de FDJ, avec l'ambition de devenir le premier réseau français d'encaissement et de paiement de proximité. Au-delà, elles confortent l'engagement du Groupe de soutenir et d'accompagner les commerces de proximité en leur proposant des services à valeur ajoutée d'aide à la gestion et au développement de leurs points de vente.

La finalisation de ces opérations est soumise à des conditions suspensives usuelles, notamment l'autorisation de l'Autorité de la concurrence pour Aleda.

La Française des Jeux

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

(Période du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2022)

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

(Période du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2022)

A l'Assemblée Générale
La Française des Jeux
3-7, quai du Point du Jour
92100 Boulogne Billancourt

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés de la société La Française des Jeux, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 29 juillet 2022

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Deloitte & Associés

Jean-Paul Collignon

Jean-François Viat Nadège Pineau